
PRESS BOOK

1^r MARS
LA JOURNÉE SANS IMMIGRÉS
24 h SANS NOUS



visuel de Eleonora Machline

2010

réalisé par Serkan Eskikaya

La Journée Sans Immigrés

24H SANS NOUS

PRESS BOOK

2010

réalisé par Serkan Eskikaya

www.lajourneesansimmigres.org

SOMMAIRE

p.1 Le lancement des 24h sans nous



p.17 A quelques jours de la journée



p.45 Le 1^{er} Mars



Yabiladi.com
09.11.2009
Par Ibrahima Koné

La journée sans immigrés du 1er Mars 2010

Interview de Nadia Lamarkbi

La France s'apprête à vivre un grand jour, le 1er Mars 2010, un jour durant lequel les immigrés et leurs descendants cesseront toute activité (consommation, vente, travail, aller à l'école...) afin de montrer l'importance du travail des immigrants pour l'économie de l'Hexagone. Yabiladi.com a interrogé l'initiatrice du mouvement « La journée sans immigrés – 24h sans nous », Nadia Lamarkbi, journaliste au Courrier de l'Atlas. Elle a évoqué les préparatifs et les actions entreprises pour l'organisation de cette manifestation. Elle s'est exprimée aussi sur ses retombés.

- Yabiladi : D'aucuns disent que le discours de Brice Hortefeux envers un jeune militant d'origine maghrébine, lors de l'université d'été de l'UMP en fin août à Seignosse, a été la goutte qui a fait débordé le vase, et vous a fait prendre conscience du regard d'une partie de la société française sur les immigrés. Qu'en dites-vous ?

- Nadia Lamarkbi : La prise de conscience était déjà là avant. Au quotidien, le poids du regard d'une certaine franche de la population, tantôt compatissant tantôt méprisant, se ressent. Mais il est vrai que les paroles du ministre de l'Intérieur et toutes les tentatives pathétiques pour expliquer ses propos ont fini de nous convaincre qu'il est temps de mettre un frein à tous cela. Notre action est citoyenne et nous voulons agir sur un levier essentiel qui est la consommation et donc l'économie.

- Vous avez opté pour le 1er mars 2010, tout en s'inspirant du « Great American Boycott », du 1er mai 2006 (jour non férié aux Etats-Unis) où des centaines de milliers de personnes d'origine hispanique, ont tout boycotté (travail, école, consommation) pour faire pression sur le Congrès dans le cadre de la réforme sur l'immigration. Qu'est-ce qui a motivé le choix de cette date ?

- Le 1er mars 2005 est le jour de l'entrée en vigueur des lois CESEDA, dit aussi code des étrangers dont le but est la « sélection » des étrangers sur critères économiques. Ainsi, c'est l'institutionnalisation du lien entre l'économie et l'immigration. Bien sûr ce lien existait déjà de manière implicite mais jamais explicité aussi clairement. Mais attention, notre action n'est pas en direction des législateurs mais de l'opinion publique. Nous n'avons pas de revendication, nous ne réclamons rien. Cette journée se veut celle de la Dignité et du Respect réciproque. Nous pensons que l'immigration est une richesse et une nécessité. La France s'est construite grâce aussi aux immigrés. Pour que notre pays fonctionne, il a besoin de nous tous, de ceux qui balagent les rues à ceux qui travaillent dans les ministères. Sans nous, il risque bien d'y avoir des problèmes !

- Nous sommes à seulement quatre mois de ce grand événement. Quelles ont été les démarches entreprises ? Pensez-vous pouvoir transposer le mouvement avec le même succès qu'aux USA ?

- L'échéance est très courte, nous en sommes conscients. Mais le mouvement a connu un tel engouement et tellement de personnes se sont proposées pour nous aider que je vous avoue en avoir été moi-même surprise. Nous avons déjà des comités en région, qui travaillent localement à la mobilisation. Nous sommes entrés en contact avec des centrales syndicales, des associations, des personnalités publiques, des hommes politiques mais aussi des citoyens, qui comme nous sont conscients de l'apport essentiel de l'immigration à la France. C'est un effet boule de neige...

(suite →)

Pour ce qui est du mouvement américain, nous sommes dans un autre contexte. Les communautés aux USA sont très structurées. Pour notre part, nous ne sommes pas un mouvement communautaire, justement. Nous nous voulons fédérateur au-delà des différences.

L'avenir nous dira si le succès de la Journée sans immigrés : 24h sans nous ! sera à l'égal de celui outre-atlantique.

- Pensez-vous que cette action aura des répercussions politiques en France ? Avez-vous d'autres initiatives similaires en gestation ?

- Nous en sommes sûrs ! Dans le contexte actuel de débat sur l'identité nationale et à l'approche des élections régionales, les répercussions politiques sont évidentes.

Nous organisons prochainement une conférence de presse à l'assemblée nationale et un concert de soutien et nous comptons nous inviter à tous les événements en lien avec notre mouvement.

L'internet au coeur de cette manifestation

Facebook a été une première base de sensibilisation. Aujourd'hui, nous nous sommes montés en association pour des raisons purement administratives, nous avons des commissions qui travaillent sur plusieurs volets de la mobilisation, nous organisons des réunions régulièrement pour discuter de nos actions.

Nous avons aussi un site internet :

un blog plus souple qui permet plus d'interaction et un forum de discussion pour faciliter les débats sachant que nous sommes tous des actifs très occupés et qu'internet est un moyen rapide et efficace de se tenir au courant.

24h SANS NOUS



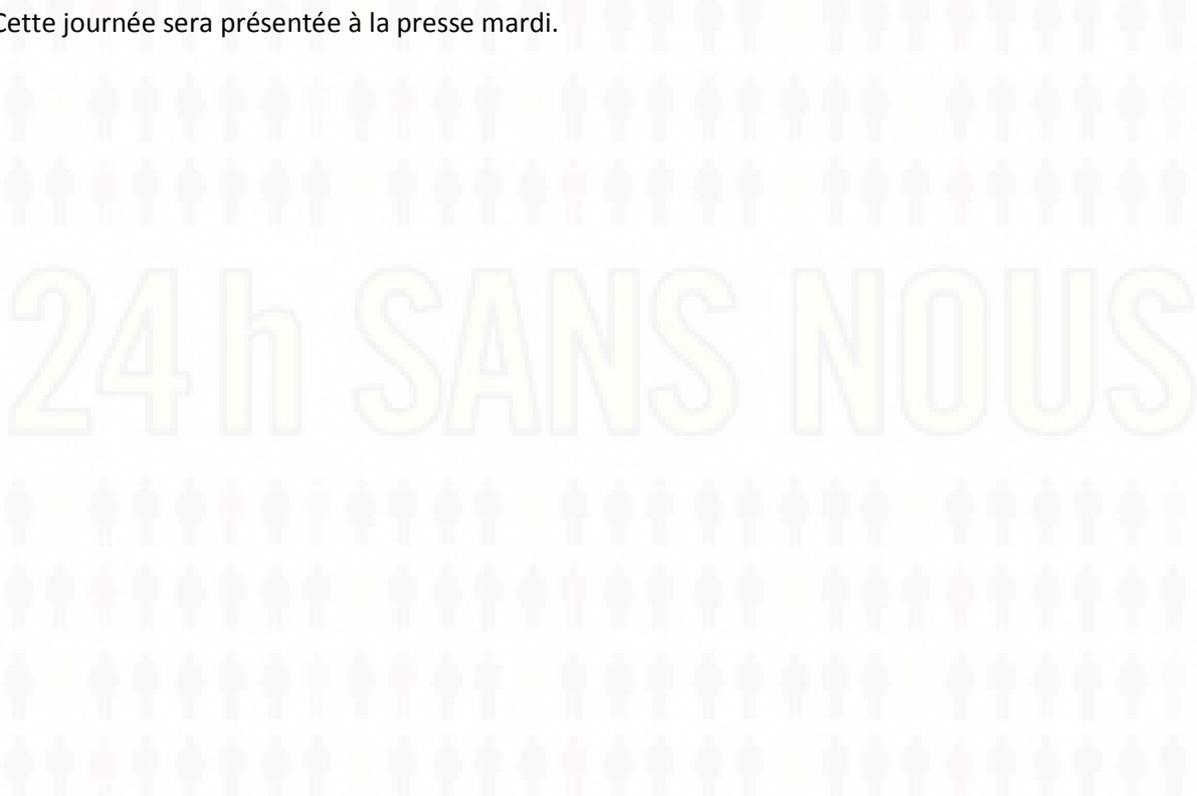
Le Journal du Dimanche
22.11.2009
La rédaction

Journée pour l'immigration le 1er mars?

Sur Internet (www.lajourneesansimmigres.org), un collectif a lancé un appel à tous les migrants, aux Français nés de parents étrangers et à tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la politique du gouvernement actuel en matière d'immigration.

L'objectif? Cesser toute activité économique pendant une journée, le 1er mars 2010. "Nous voulons ainsi exprimer un véritable ras-le-bol de voir les immigrés utilisés par les politiques comme des boucs émissaires en période de crise économique et d'élections", explique la présidente de l'initiative "la journée sans immigrés, 24h00 sans nous", Nadia Lamarkbi.

Cette journée sera présentée à la presse mardi.



24 h SANS NOUS

Europe 1
24.11.2009
La rédaction

Les "24h sans nous" veulent une journée sans immigrés

L'idée de cette association est de montrer l'importance de ces Français, nés en France ou à l'étranger, issus de l'immigration.

Imaginez ce que serait la France sans immigrés pendant une journée. L'idée provient des Etats-Unis où pendant 24 heures en mai 2006, tous les Américains - d'origine latino, ou immigrés sans papiers - ont arrêté de travailler pour montrer leur poids dans l'économie du pays.

En France, le collectif "24h sans nous" veut organiser cette journée le 1er mars prochain. Il présente son idée aux députés mardi à l'Assemblée Nationale.

Dans ce garage du Nord-Est parisien, où s'est rendue Camille Langlade, 7 employés sur 9 sont des Français issus de l'immigration, d'origine marocaine, algérienne ou sri lankaise. Et quand le manager, Adil Hel Adya, imagine une journée de travail sans immigrés, il voit un garage fantôme.

C'est exactement le résultat auquel veut parvenir Nadir Dendoune, l'un des organisateurs. Une journée sans immigrés : pour rappeler à la classe politique française, de droite comme de gauche, que l'immigration n'est pas un problème, mais une force.

Cette journée aura lieu dans 3 mois, un délai volontairement long parce que les organisateurs savent qu'il va falloir expliquer et convaincre.

Le Figaro
24.11.2009
La rédaction

L'économie française sans immigrés pendant un jour

Appeler les immigrés en France à ne pas venir travailler, à ne rien acheter et à ne rien vendre pendant 24h le 1er mars 2010 : c'est l'objectif d'un collectif pour montrer que, sans immigration, l'économie française tournerait au ralenti.

L'idée n'est pas neuve, mais elle est originale. Le 1er mai 2006, un vaste mouvement de boycott économique était lancé par les populations d'origine hispanique aux Etats-Unis. Le principe est simple : ne pas aller travailler, ne pas aller à l'école, ne rien acheter et ne rien vendre. Pendant 24 heures.

L'objectif ? Démontrer le rôle de l'immigration dans la bonne marche de la vie économique du pays. Résultat : des usines contraintes de stopper temporairement leur production et, le même jour, près de deux millions d'immigrés manifestaient dans les rues de Los Angeles.

C'est cette «journée sans immigrés» que Nadia Lamarkbi veut reproduire en France. L'idée lui est venue après la polémique sur les propos du ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux lors des universités d'été de l'UMP. «Ça a été le déclic», confirme cette journaliste franco-marocaine de 35 ans, qui «depuis longtemps» avait «le désir d'agir contre le mépris» vis-à-vis des populations immigrées.

Un boycott ouvert à tous

Rapidement, un collectif se crée pour promouvoir cette idée. Un site internet et un blog sont mis en place. Et la mayonnaise prend. La page Facebook de «la journée sans immigrés» compte déjà près de 5.000 membres et 10 comités locaux ont vu le jour.

Les «24 heures sans immigrés» auront lieu le 1er mars 2010. Une date symbolique puisqu'elle marque le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), qui instaurait une immigration «choisie» sur des critères économiques.

«Nous voulons marquer les esprits et faire en sorte que le regard qu'on porte sur les immigrés change en France. Aujourd'hui, le mot «immigré» est quasiment devenu une insulte. Ce n'est pas normal», explique Nadir Dendoune, porte-parole du collectif.

Si le mouvement est principalement destiné «aux immigrés et à leurs descendants», «tous les non-immigrés solidaires et conscients de l'apport des immigrations à la croissance de notre pays» peuvent aussi participer au boycott. «Blacks, blancs, beurs, de gauche, de droite... ça doit être une cause nationale. Nous avons même envoyé une invitation à Nicolas Sarkozy. En tant que fils d'immigré, il doit se sentir concerné », ironise le journaliste.

(suite →)

Premiers soutiens

Dans la charte, publiée sur son site internet, le collectif assure vouloir «garantir une action indépendante en refusant et en se prémunissant de toute tentative de récupération». Mais ses membres savent que l'appui des politiques et des associations est «nécessaire pour que l'initiative fonctionne», admet Nadir Dendoune. «Nous avons déjà été contactés à de nombreuses reprises par des hommes politiques et des syndicats. Nous allons négocier avec eux. Tout en conservant notre indépendance».

Le député socialiste de Seine-Saint-Denis, Daniel Goldberg, a déjà apporté son soutien au projet : il regrette que des Français de la deuxième ou de la troisième génération «soient encore vus comme des étrangers».

Et le Réseau éducation sans frontières (RESF) pourrait aussi répondre présent. Son président, Richard Moyon, se félicite d'ailleurs de «l'élargissement récent de la palette d'actions sur la question de l'immigration». Une réaction, selon lui, «à la politique xénophobe menée par le gouvernement».

Interrogé sur cette initiative au Talk Orange-Le Figaro, Eric Besson a répondu : «Ne créons pas des épouvantails qui n'existent pas. » Et le ministre de l'Immigration d'ajouter : «Ce n'est pas la peine d'inventer une stigmatisation».

24 h SANS NOUS



Les Inrocks
24.11.2009
La rédaction

Une journée sans immigrés le 1e mars 2010

Un collectif appelle les immigrés et ceux qui les soutiennent à cesser le travail pendant une journée pour mesurer l'importance de l'immigration dans l'économie française.

L'initiative « 24 heures sans nous – Un jour sans immigrés », lancée début octobre, a précédé de peu le débat sur l'identité nationale. Au moment où les regards se tournent vers les « immigrés », récemment arrivés sur le territoire ou habitants de longue date, tour à tour désignés comme richesse de la nation française ou comme coupables de son déclin, elle se propose de faire le point.

« Nous, femmes et hommes, de toutes croyances, de tous bords politiques, et de toutes couleurs de peaux, immigrés, descendants d'immigrés, citoyens conscients de l'apport essentiel de l'immigration à notre pays, en avons assez des propos indignes tenus par certains responsables politiques visant à stigmatiser ou criminaliser les immigrés et leurs descendants ». Ainsi débute le manifeste du collectif.

Sur le modèle du « day without migrants » qui a eu lieu le 1e mai 2006 aux Etats-Unis, le collectif incite les immigrés à cesser le travail pendant une journée, le 1e mars 2010. Pour voir, et peser l'importance des immigrés dans l'économie française. « Pour la première fois en France, nous décidons de ne pas participer à la vie de la Cité. Par cette absence, nous voulons marquer la nécessité de notre présence. »

Nadir Dendoune, l'un des porte-parole du mouvement, est journaliste indépendant et écrivain. Il reconnaît que son boulot lui permet de « parler plus fort » que les petits, travailleurs silencieux, anonymes, discrets. « Pour voir le visage de la France qui se lève tôt, il suffit d'aller dans le métro à 5 heures du matin », glisse-t-il. On n'y trouve pas que des Auvergnats.

A l'origine de la Journée sans immigrés, les propos de Brice Hortefeux à Seignosse ont provoqué une colère persistante. « C'était la goutte d'eau », explique Nadir Dendoune, « après ce qu'avaient dit Georges Frêche, Manuel Valls... Ces propos ne sont plus l'apanage de l'extrême-droite ».

Nadir Dendoune est né en France, à Saint-Denis. Quand il a gravi l'Everest sans préparation (pareil, pour voir...), il a brandi une pancarte « 93 ». Français de naissance, il reprend à son compte la formule de Sartre « Le Juif est un homme que les autres hommes tiennent pour Juif ». Dénonce « le mépris, les insultes, la méfiance », envers ceux que l'on tient pour immigrés alors qu'ils ne sont jamais sortis de France. « Mes gosses seront encore considérés comme issus de l'immigration. » La journée sans immigrés vise donc à regrouper des étrangers, des Français nés de parents étrangers et tous ceux qui veulent affirmer leur solidarité.

Pourquoi s'exprimer en cessant le travail ? « Aujourd'hui on veut taper là où ça fait mal, sur l'économie. Certains disent que l'immigration est un problème, nous voulons montrer que quand on n'est pas là, la France ne marche pas.» Jusqu'au 1e mars prochain, le collectif prévoit divers tractages pour se faire connaître, et a créé un groupe Facebook dédié, qui compte déjà plus de 5000 membres. A la clé, pas de revendication particulière pour Nadir Dendoune : juste « marquer les esprits », « pour que le regard change ».

Libération
24.11.2009
Par Cordélia Bonal

«Montrer que le pays fonctionne avec les immigrés»

Un nouveau collectif appelle les Français issus de l'immigration et tout «citoyen solidaire» à cesser le travail le 1er mars pour faire prendre conscience de l'apport de l'immigration à la vie économique.

Imaginez. Un lundi comme un autre, mais quelque chose dans l'air qui ne tourne pas rond. Plus grand-chose ne tourne, en fait: les premiers métros sont vides, les hôpitaux désertés par les soignants, les amphis en mal de profs, les chantiers à l'arrêt, les bistrots sans cuisiniers, les réunions dépeuplées, les garages fermés... La France en berne. Ce jour-là a une date, le 1er mars 2010. Vingt-quatre heures «sans immigrés» à l'appel d'un nouveau collectif, «24h sans nous». «Nous» valant pour les étrangers vivant en France, les Français nés à l'étranger, ou de parents étrangers, mais aussi «tous ceux qui veulent protester contre la politique d'immigration».

Mot d'ordre: cesser le travail et tout acte de consommation durant 24 heures. Pas de grand défilé prévu, mais des rassemblements dans des «lieux symboliques», des «déjeuners républicains», des concerts... Pourquoi le 1er mars? Parce que ce sera le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du Ceseda (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) qui institue l'immigration choisie.

«Tous les secteurs sont concernés»

Faire prendre conscience de la présence des immigrés en organisant leur absence. Montrer, s'il le fallait, que l'immigration fait tourner le pays. L'idée, inspirée par une journée sans Latinos il y a deux ans aux Etats-Unis contre un projet de loi sur l'immigration, a germé dans les têtes du petit groupe en septembre, au lendemain de la malheureuse blague arabo-auvergnate d'Hortefeux – pour mémoire: «Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y a en a beaucoup qu'il y a des problèmes.»

Le collectif, constitué en association, ne s'attendait pas à être si bien servi par l'actualité depuis: débat sur l'identité nationale, deuxième vague de grève de travailleurs sans-papiers, projet de loi ad hoc... Rejoint par des associations, il compte, pour l'heure, près de 5000 anonymes qui pour beaucoup ont adhéré via Facebook.

«Notre ambition est de porter un changement de regard sur l'immigration. Montrer que les immigrés sont une richesse, que nous participons à la vie du pays et que le pays fonctionne avec nous», exposait ce matin Nadia Lamarkbi, la présidente du collectif, une journaliste franco-marocaine. «Nous nous plaçons sur le terrain économique parce que tous les secteurs sont concernés. En France, un logement sur deux a été construit par des immigrés. 10% des chefs d'entreprise sont immigrés».

(suite →)

Sarkozy aussi

Accueilli pour sa présentation dans la salle de presse de l'Assemblée nationale, par l'entremise de Daniel Goldberg, député PS de la très diverse Seine-Saint-Denis, le collectif se défend de tout communautarisme: «Notre mouvement est fédérateur. On ne donne pas une ligne de conduite, on veut marquer les esprits. Que Monsieur tout le monde constate, le 1er mars, qu'il lui manque quelqu'un.»

Encore au premier stade des préparatifs, le collectif est conscient des difficultés: comment toucher suffisamment large pour que la démonstration soit parlante? Comment appeler à une journée sans travail quand, dans bien des secteurs, se mettre en grève signifie s'exposer à des pressions ? Ou tout simplement quand chaque euro gagné compte? «Nous discutons en ce moment avec les syndicats pour voir comment faire», répond sans plus de commentaires Nadia Lamarkbi.

«Surprise» par l'écho rencontré sur internet et auprès de la dizaine de comités locaux, elle y croit : «Chaque jour, de plus en plus de gens nous disent qu'ils sont prêts à 100% à perdre une journée de travail pour retrouver leur dignité.» Le collectif n'a pas oublié dans la liste des invités Nicolas Sarkozy, fils d'immigré, qui recevra une lettre l'enjoignant à rester bien tranquille le 1er mars dans ses appartements de l'Elysée.

24 h SANS NOUS

LCI/TF1 News.fr
24.11.2009
Par Amélie Gautier

Une journée sans immigrés : ça donnerait quoi ?

Interview - Alors que le débat sur l'identité nationale revenait sur le devant de la scène mercredi, un collectif appelle les immigrés à un boycott économique le 1er mars.

Et si le 1er mars 2010, les immigrés s'arrêtaient de travailler et de consommer durant une journée ? Alors que les premières discussions sur l'identité nationale débutaient mercredi au ministère de l'Immigration, un nouveau collectif ayant pour ambition de "changer le regard sur l'immigration" lance le 1er mars une journée sans immigrés.

TF1 News : Pourquoi avez-vous créé ce collectif ?

Peggy Derder, vice-présidente du collectif "La journée sans immigrés" : Le moment qui a cristallisé la création de notre collectif fait suite aux propos lancés par Brice Hortefeux à un jeune militant d'origine maghrébine lors de l'université d'été de l'UMP (NDLR. "Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes"). Cette fameuse phrase a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, un vase déjà bien rempli. Je pense aussi à d'autres discours d'homme politiques, de gauche comme de droite stigmatisant les immigrés. Ce genre de propos alimente un climat ambiant néfaste qu'on voulait dénoncer.

Quant à la forme, l'idée d'une journée de boycott économique, elle nous est venue des Etats-Unis. Le 1er mai 2006, près de 10 millions de Latino-Américains ont protesté contre un projet de loi sur l'immigration extrêmement répressif. Cette journée a agi sur les citoyens américains comme une prise de conscience. A notre tour, en France, nous voulons marquer les esprits.

TF1 News : De quelle manière concrètement ?

P.D. : Notre collectif appelle les immigrés, descendants d'immigrés et citoyens conscients de l'apport essentiel de l'immigration à ne plus participer à la vie économique de la Cité pendant 24 heures. Ne pas travailler peut prendre plusieurs formes : faire grève, poser une journée de RTT ou de congé... On appelle également à ne pas consommer : ne pas aller au Mc Do, ne pas faire de shopping etc. Par cette absence, nous voulons marquer la nécessité de notre présence. En agissant sur le levier économique, on veut montrer que les immigrés sont une richesse au sens propre et figuré, des éléments moteurs de l'économie et de la société.

TF1 news : Pourquoi avoir choisi le 1er mars pour cette action ?

P.D. : Cette date fait référence à la loi CESEDA, le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, entrée en vigueur le 1er mars 2005. Cette loi a officialisé l'immigration "choisie" sur des critères économiques.

20 Minutes

24.11.2009

La rédaction avec agence

24 heures sans immigrés, ça se passerait comment?

C'est ce que veut faire un collectif pour protester contre la politique d'immigration...

Et si le 1er mars 2010, les immigrés s'arrêtaient de travailler et de consommer durant 24 heures? Ce projet d'action, lancé par un collectif, entend protester contre la politique d'immigration.

«Nous voulons ainsi exprimer un véritable ras-le-bol de voir les immigrés utilisés par les politiques comme des boucs émissaires en période de crise économique et d'élections», explique Nadia Lamarkbi, présidente de l'initiative «la journée sans immigrés, 24H00 sans nous». Objectif aussi: «marquer la nécessité de notre présence».

D'où vient l'idée?

A l'origine du projet, les propos de Brice Hortefeux, le ministre de l'Intérieur, sur un jeune militant UMP d'origine maghrébine lors de l'Université d'été de son parti. «Un déclic», dit Nadia Lamarkbi, qui dit avoir voulu montrer par l'exemple le poids économique des immigrés en France. Elle a alors calqué cette idée de boycott économique sur un vaste mouvement de protestation mené par les Latinos-Américains aux Etats-Unis en 2006 contre la politique d'immigration.

Pourquoi arrêter de travailler?

«C'est l'occasion de prouver que la sueur des immigrés fait tourner l'économie française!», souligne Malik Redane, Algérien de 42 ans, travaillant clandestinement sur des chantiers. Pour Seydou Cissé, ingénieur trentenaire d'origine ivoirienne, dans un contexte de crise, ce boycott «peut être une façon très efficace de faire entendre un refus massif de la stigmatisation et de l'instrumentalisation des immigrés et de leurs descendants».

«C'est notre manière de réfléchir sur la place des immigrés et de leurs descendants en plein débat instrumentalisé sur "l'identité nationale" et de réclamer le respect», conclut Nadia Lamarkbi.

Qui est concerné?

Les «immigrés, descendants d'immigrés et citoyens conscients de l'apport essentiel de l'immigration». Assez flou, donc.

Quel impact peut-on attendre?

Difficile à chiffrer. Notamment car en France, les statistiques ethniques sont interdites. Les personnes immigrées ou issues de l'immigration travaillent dans tous les secteurs et consomment aussi dans tous les secteurs. Rien ne devrait être paralysé, mais tout devrait être ralenti... à condition que le mouvement soit vraiment suivi. Il ne s'agit pas d'une grève donc comment arrêter vraiment de travailler?

(suite →)

Quel ampleur pour ce projet?

Le projet a rapidement tissé sa toile sur le Net. Nadia Lamarkbi avoue avoir été «surprise par l'engouement rencontré sur Internet» via un site, un blog et une adresse Facebook qui compte déjà 5.000 fidèles.

«Tout a été très vite», dit-elle, «je n'envisageais qu'une action sur Paris mais nous avons déjà 10 comités en province. Nous avons été rejoints par des chercheurs, des politiques, des syndicats, de grandes associations comme le Réseau éducation sans frontières, ainsi que de nombreux citoyens qui nous disent "on n'attendait que cela"».

Pourquoi le 1er mars?

La date du 1er mars marque le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), qui instaurait une immigration «choisie» sur des critères économiques.

24 h SANS NOUS

Le Journal du Dimanche
26.11.2009
La rédaction

"Journée sans immigrés" le 1 mars 2010

En réponse au débat sur l'identité nationale lancé par le ministre de l'Immigration, Eric Besson, le collectif "La journée sans immigrés : 24h sans nous" vient d'annoncer le lancement le 1er mars 2010 d'une journée "de non activité économique" de "non participation à la vie de la Cité".

Le manifeste précise que le collectif en a "assez des propos indignes tenus par certains responsables politiques visant à stigmatiser ou criminaliser les immigrés et leurs descendants". L'association de loi 1901 refuse "les stéréotypes véhiculés qui menacent notre cohésion sociale".

Cette action a donc pour but "la mise en valeur de l'apport de chacun d'entre nous à la prospérité générale". "Nous voulons nous réapproprier et réhabiliter ce terme devenu péjoratif par la force de l'instrumentalisation politique.



24h SANS NOUS

Le Monde
26.11.2009
Par Stéphanie Le Bars

Un collectif d'immigrés lance la journée « sans nous »

Convaincu que "les immigrés font tourner la France", un nouveau collectif entend le prouver. Exaspérés par le climat "douteux et malsain" qui entoure, selon eux, les questions d'immigration en France, les fondateurs de "Journée sans immigrés, 24 heures sans nous " appellent les immigrés et leurs enfants ainsi que "tous les citoyens conscients de l'apport de l'immigration", à participer le 1er mars à une journée symbolique de "boycott économique".

Ceux qui ont un emploi sont invités à ne pas travailler, les autres incités à ne pas consommer. "Ça peut bloquer le pays", pronostique l'un des porte-parole du collectif, Nadir Dendoune, qui cite l'exemple d'une femme de ménage "prête à perdre une journée de son faible salaire "pour défendre sa dignité".

En gestation depuis plusieurs mois, cette initiative "citoyenne" s'inspire d'une démarche de membres de la communauté latino qui, en 2006, aux Etats-Unis, entendaient dénoncer la loi criminalisant l'immigration clandestine. "Les propos de Brice Hortefeux (en septembre, le ministre de l'intérieur avait tenu des propos jugés racistes) ont été la goutte d'eau, mais on constate depuis quelque temps une parole qui se libère du côté des politiques", estime M. Dendoune. Le débat sur l'identité nationale ouvert par le ministre de l'immigration, Eric Besson, a ajouté au malaise. "Accoler les termes identité nationale et immigration, c'est les mettre en opposition de manière très malsaine", a déclaré Peggy Derder, vice-présidente du collectif, mardi 24 novembre. "Il n'existe aucune définition de l'identité nationale qui fasse sens. Personne ne peut en proposer une et encore moins en imposer une."

Le collectif ne revendique rien, mais souhaite changer le regard de la société sur les immigrés en rappelant que "l'immigration est une chance". "Une stigmatisation systématique des immigrés porte atteinte à nos valeurs républicaines", a jugé Nadia Lamarkbi, présidente du collectif.

"Le mot immigré est quasiment devenu une insulte, regrette de son côté M. Dendoune, or il suffit de prendre le premier métro pour voir quelle est la France qui se lève tôt. Le Français de base voit bien que la France a changé ; seules les élites restent coincées sur une France blanche et catholique."

Les membres du collectif veulent faire connaître leur initiative "sur les marchés et à la sortie des usines" et souhaitent tisser des liens avec les syndicats. Une dizaine de comités se sont déjà créés à travers toute la France.

Le Journal du Dimanche
30.01.2010
Par Anne-Charlotte Dusseaulx

"Montrer par leur absence, la nécessité de leur présence"

Des citoyens lancent lundi la première "journée sans immigrés". Ce collectif, qui s'appelle "24 heures sans nous", convie "immigrés, enfants d'immigrés et citoyens conscients de l'apport de l'immigration" à cesser de consommer et/ou de travailler, le temps d'une journée. Des rassemblements sont prévus dans toute la France.

Comment vous est venue l'idée du collectif "La journée sans immigrés"?

Les propos de Brice Hortefeux, lors de l'université d'été de l'UMP à Seignosse en 2009, nous ont fait sortir de nos gonds. A ce moment-là, nous nous sommes dit qu'il fallait faire quelque chose. Ce n'est pas la seule raison, plutôt la goutte d'eau qui fait déborder le vase. On constate depuis une quinzaine d'années que les propos xénophobes, ainsi qu'une certaine stigmatisation à l'encontre des populations dites "immigrées", ne sont plus uniquement l'apanage de l'extrême-droite. Les dérapages des hommes politiques, de droite comme de gauche, d'Hortefeux à Frêche, sont de plus en plus banalisés, et ce, au plus haut sommet de l'Etat.

Quel est l'objectif de cette journée?

Nous n'avons aucune revendication. L'objectif est de marquer les esprits. Aujourd'hui, les fils d'immigrés – même ceux qui sont là depuis cinq ou six générations – sont perçus par une partie de la France comme des immigrés. Certaines personnes pensent encore que les immigrés sont tous des tires-aux-flancs. Pourtant, il suffit de prendre le métro à 5h30 du matin pour se rendre compte que sans les immigrés, ou sans ceux qui sont vus comme tels, la France ne marche pas.

Vous voulez bloquer le pays?

Non, notre but est de montrer que l'immigration n'est pas un problème mais une richesse. Pas une simple force économique, mais aussi une force culturelle. Et ça, il n'y a pas un seul homme politique qui a le courage de le dire... Nous exprimons donc un ras-le-bol. Nous en avons marre que l'on se serve de l'immigré à des fins électoralistes. Avec cette journée, nous allons essayer de montrer que le vivre ensemble est menacé. Et si rien n'est fait, dans vingt ans, ce sera trop tard.

«Montrer par leur absence, la nécessité de leur présence.»

Pourquoi avoir choisi la date du 1er mars?

Nous avons un peu calqué notre journée sur celle des Etats-Unis. En mai 2006, les immigrés latinos avaient décidé d'organiser une journée de boycott économique pour s'opposer à une loi visant à criminaliser l'immigration clandestine, alors que c'était eux qui faisaient marcher le pays. Ils avaient presque bloqué les Etats-Unis. Des villes comme Los Angeles avaient été paralysées. Les latinos avaient ainsi montré, par leur absence, la nécessité de leur présence.

A qui s'adresse cette journée? Et comment va-t-elle se dérouler?

La journée s'adresse aux Français issus de l'immigration mais aussi à tous ceux qui sont solidaires et conscients de l'apport de l'immigration dans notre pays. Le 1er mars, on les appelle à ne pas aller travailler mais aussi à ne pas consommer. C'est un boycott économique au sens le plus large.

(suite →)

Ne pas aller travailler est souvent plus facile à dire qu'à faire... Ne craignez-vous pas une faible mobilisation?

C'est pourquoi nous sommes actuellement en pleine négociation avec les syndicats pour essayer d'obtenir un appel à la grève. Nous réfléchissons aussi à d'autres armes. Nous avons, par exemple, prévu d'organiser des rassemblements entre midi et 14 heures devant des mairies à Paris, Lille, Lyon... Nous sommes en attente des autorisations. Pour l'heure, nous avons créé 35 comités dans toute la France et 60.000 membres nous soutiennent sur Facebook. Le jour J, la mobilisation va être effectivement compliquée à quantifier. Mais je pense que cela se ressentira dans les entreprises. Il y a quelques semaines, une femme de ménage, qui touche 700 euros par mois et qui a deux enfants, m'a dit qu'elle était prête à perdre une journée de salaire pour retrouver sa dignité. Il y a une vraie demande, nous recevons de nombreux mails, coups de téléphone... Des personnes m'ont déjà dit qu'elles avaient rêvé de cette journée.

«Nous allons envoyer une lettre à Nicolas Sarkozy»

Une manière également de faire passer un message au gouvernement en plein débat sur l'identité nationale?

Nous avons créé notre collectif bien avant ce débat. Cette journée n'est pas uniquement un message au gouvernement actuel, car on se rend bien compte qu'il y a aussi des personnalités de gauche qui tiennent ce genre de discours. Le 1er mars est un appel à la société en général. Il y a depuis longtemps – déjà en 2002 quand le FN est passé au deuxième tour – un climat propice à la stigmatisation de l'immigration. Par contre, nous allons prochainement envoyer une lettre à Nicolas Sarkozy, qui est le premier fils d'immigrés de France. Je suis certain qu'il va s'en rappeler, qu'il va être solidaire de notre cause et qu'il n'ira pas travailler ce jour-là. J'en suis persuadé.

Votre appel a été entendu dans d'autres pays?

Effectivement, l'Italie, la Grèce et l'Espagne ont lancé le même mouvement que nous, à la même date. Un collectif allemand doit aussi venir nous rendre visite dans les prochaines semaines pour, peut-être, reprendre l'initiative.

La journée du 1er mars, une première étape avant d'autres rendez-vous?

Cette journée est faite pour marquer les esprits. Si des politiques veulent s'emparer de notre initiative pour faire en sorte que l'on parle de l'immigration autrement, tant mieux. Mais pour nous, après la journée du 1er mars, cela s'arrête. Nous ne nous inscrivons pas dans le long terme. Sauf si, dans six mois, un an, il y a d'autres provocations. Alors nous serons peut-être amenés à faire deux fois plus fort. Mais, pour le moment, nous souhaitons que l'on parle de l'immigré dans d'autres termes, qu'on lui redonne sa juste valeur et sa juste place.

Le Courrier de l'Atlas

08.02.2010

Par Manon L. Elhadouchi

24 heures sans nous” Le collectif passé au crible

Et si demain, les gens disparaissaient? Les comiques Eric et Ramzy en ont fait le sujet d'un film de fiction. Mais c'est bien à cette vision apocalyptique d'une capitale soudain déserte que pourrait ressembler le 1er mars 2010. Transports en commun et routes vides, magasins et lieux de loisirs silencieux, écoles et bureaux déserts... Exagération? A peine. Avec plus de 14 millions de personnes d'origine étrangère (immigrés ou ayant au moins un parent ou un grand-parent immigré) (1), l'économie française ferait sûrement grise mine avec tous ces consommateurs et ces producteurs manquant à l'appel.

A vision utilitariste, réponse utilitaire

Les phénomènes migratoires et les politiques d'immigrations sont intrinsèquement liés à l'économie des pays d'accueil. A la fin du XIXe siècle, suite aux progrès des transports et aux premiers traités d'échanges avec les pays européens, les immigrants, essentiellement venus d'Europe, arrivent nombreux sur le territoire français.

Quand l'économie chute, ces nouveaux venus sont soudainement pointés du doigt. Ainsi, la Grande Dépression (1873-1895) marquera le début des tensions entre étrangers et nationaux. Les deux guerres mondiales et la période de reconstruction de l'entre-deux-guerres ont été des moments de grand besoin de main-d'œuvre étrangère. L'immigration de travail et, plus tard, le regroupement familial ont ainsi participé à construire la nation française telle qu'elle est aujourd'hui.

L'origine des immigrés change peu à peu et, des Trente Glorieuses jusqu'aux années 80, l'immigration coloniale, maghrébine et africaine, prend de l'ampleur. Suite au choc pétrolier, 1974 marque l'arrêt de l'immigration de travail. Le besoin d'une main-d'œuvre de masse ne se fait plus sentir, et si à une époque, grâce au droit d'asile (1930), la France faisait honneur à sa réputation de terre d'accueil, aujourd'hui, les charters de raccompagnement au pays se multiplient.

Réintroduit récemment sur le devant de la scène par les dirigeants politiques, le concept "d'immigration choisie" réhabilite une vision purement instrumentale de l'étranger, alors trié sur le volet. Sans parler des "liens artificiels créés entre immigration et terrorisme ou immigration et clandestins, qui contribuent à la stigmatisation de l'immigrant", explique Gérard Noirel, historien et directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) dans une interview accordée au collectif.

Pour reprendre les mots d'Abdelmalek Sayad, décédé, qui fut sociologue et directeur de recherche au CNRS, le travail fait l'immigré et l'absence de travail le fait entrer dans le non-être. Ainsi, si le danger de tomber dans une vision utilitariste de l'étranger est présent, le dissocier du travail contribue aussi à sa stigmatisation.

Le collectif 24 h sans nous reprend à son compte l'argument économique pour mieux réhabiliter son importance et dénoncer son instrumentalisation politique. L'organisation propose une expérience sociale inédite.

(suite →)

Une action inédite pour un effet d'électrochoc

Le postulat de départ? L'immigration représente un apport indispensable au fonctionnement du pays.

L'expérience? Organiser une journée de non-participation à la vie économique.

Le résultat escompté? Une prise de conscience sociale et politique que "les immigrés ne sont pas que des adeptes de la fraude aux Assedic et des friands des allocations familiales", expliquait le collectif, lors de sa conférence de presse à l'Assemblée nationale, considérant que le mode d'action choisi est celui qui se rapproche le plus de la vérité de l'immigration.

Le projet est né suite à la polémique suscitée par les propos tenus en septembre dernier par le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux, lors du campus d'été des jeunes de l'UMP, à Seignosse. La phrase, désormais célèbre, lancée au jeune militant UMP Amine – "Quand il en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes" – a été la goutte d'eau pour les fondateurs du collectif.

Pas de projet futur ou d'action prévue sur le long terme; le but est de monter une action inédite pour un effet d'électrochoc. Avec une centaine d'adhérents, les nouveaux outils de communication comme les forums et les réseaux sociaux sont des moyens de mobilisation efficaces: le groupe Facebook rassemblait 54 866 membres au 10 janvier. Le mouvement a ainsi pu prendre une dimension européenne très rapidement.

Durant une journée, solidaires, immigrés et personnes issues de toutes origines sont invités à ne pas participer à la vie économique, politique et sociale de la cité. La date choisie, le 1er mars, fait référence au 1er mars 2005, jour de l'entrée en vigueur du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda). Un code qui "institutionnalise une immigration choisie sur critères économiques", expliquent les membres du collectif.

Un "nous" qui n'exclut pas mais qui rassemble

24 heures sans nous. Un slogan choc, efficace, mais qui risque de tomber dans un clivage communautaire, selon certains observateurs. Le danger d'une énième manifestation du "nous contre vous" existe effectivement. Les stigmatisés devenant stigmatisants est un schéma classique qui ne facilite pas la diffusion d'un message humaniste.

Mais le collectif refuse d'être porteur de clivage: il propose, dans son manifeste, un "nous" rassembleur: "Nous, femmes et hommes, de toutes croyances, de tous bords politiques, et de toutes couleurs de peau, immigrés, descendants d'immigrés, citoyens conscients de l'apport essentiel de l'immigration à notre pays."

"Immigré": un terme devenu péjoratif

"L'immigré" est un concept usé qui ne veut plus dire grand-chose à l'heure de la mondialisation. Aujourd'hui, qui peut se targuer d'être un pur produit "gaulois"? Dans son manifeste, toujours, le collectif réclame une réappropriation et une redéfinition de ce terme, utilisé d'abord comme un outil de stigmatisation. "Rappelons qu'un immigré est celui qui est perçu comme tel par les autres, au-delà même de ses origines. Nous voulons nous réapproprier et réhabiliter ce terme devenu péjoratif par la force de l'instrumentalisation politique."

(suite →)

Gérard Noirel évoque également l'impact de cette déformation de langage. "Au tournant des années 1990, l'Institut national d'études géographiques s'est emparé du mot immigré pour lui donner un sens administratif: c'est un étranger ayant effectué un déplacement entre deux pays [...]. Or, effectivement, le mot n'a plus aucun sens aujourd'hui [...] puisque c'est un terme utilisé pour stigmatiser les gens nés en France et qui sont français. Il s'agit de tics de langage qu'il faut absolument combattre."

Le chef de l'Etat, fils et petit-fils d'immigrés, a également été convié dans une lettre du collectif à la manifestation. S'il se décide à y participer en tant qu'immigré ou simple solidaire, les 24 heures sans président prendraient soudain une tout autre dimension...

Durant 24 heures, immigrés et enfants d'immigrés de toutes générations, tous horizons et sympathisants ne participeront donc pas à la vie de la cité. Concrètement, comment l'idée se traduit-elle? Pas de transports, de travail, de dépenses, de loisirs... un arrêt complet de la vie économique. Mais est-ce ce véritablement faisable?

Les populations visées ne sont pas forcément les plus adeptes des manifestations collectives. Lorsque le travail est précaire, il devient délicat d'accepter de courir le risque d'un licenciement. De plus, si l'on pousse le raisonnement jusqu'au bout, ne pas consommer durant une journée complète consisterait à rester chez soi, dans le noir, à manger des restes devant la télé éteinte... une méditation forcée qui aurait sûrement du bon mais risquerait de ne pas enthousiasmer les foules.

Un brassard solidaire pour ceux qui ne peuvent faire grève

"Nous sommes conscients de l'impossibilité pour certains de ne pas travailler ce jour-là. Nous réfléchissons donc à mettre au point un système de brassard solidaire. Bien sûr, l'idéal serait de pousser l'action le plus loin possible: se déplacer à pied, ne rien acheter dehors, ne pas déposer son enfant à la crèche... Mais chacun fera ce qu'il pourra. Nous sommes en discussion avec des représentants syndicaux afin de partir sur le principe d'un appel à la grève lancé par ces instances représentatives, mais au nom du collectif. Ceci afin d'éviter toute récupération politique et surtout de protéger les participants en déclarant ce 1er mars comme un jour de grève", explique une des porte-parole du collectif.

Pas de défilé mais un grand rassemblement de citoyens solidaires vêtus de noir pour mieux disparaître, devant toutes les mairies de France de 12 heures à 14 heures. Les groupes de chaque ville sont libres d'organiser cette journée de boycott comme ils l'entendent. Des happenings sont prévus dans les différents quartiers à forte activité économique, des lâchers de ballon, chaînes humaines ou performances relais de 24 heures. "Nous refusons la marche par crainte des débordements et on ne veut pas donner matière à ce que ces risques puissent se réaliser", explique le collectif.

Reste que l'impact de ce mouvement est difficile à imaginer et que si les groupes Facebook permettent d'avoir une idée des personnes solidaires, ils ne suffisent pas à prédire l'ampleur de la manifestation. Une chose est sûre, à la rédaction du Courrier de l'Atlas, ce jour-là, beaucoup seront dans le noir, en pleine méditation.

(1) "Une estimation des populations d'origine étrangère en France en 1999", étude de Michèle Tribalat, chercheuse à l'Ined, 2004, Revue Population.

Jeune Afrique

20.02.2010

Par Lauranne Provenzano

Une "journée sans immigrés" pour lutter contre l'ingratitude

Le 1er mars prochain, un collectif français entend démontrer par une action coup de poing le rôle essentiel des immigrés dans l'économie de l'Hexagone. « Par notre absence, nous voulons marquer la nécessité de notre présence », expliquent-ils.

Le 1er mars prochain, le Collectif « La journée sans immigrés : 24 heures sans nous » (LJSI) appelle la population française à se mobiliser, sous la forme d'un boycottage de toute activité économique.

Pas d'immigrés au travail, pas d'immigrés dans les transports, pas d'immigrés non plus dans les magasins. Une manière de prouver par les chiffres que la France a besoin, pour croître et s'épanouir, de tous les membres qui composent sa société. Une manière aussi de frapper la France au portefeuille, le seul endroit qui fasse vraiment mal, pensent les militants du collectif.

« Le 1er mars 2005 est entré en vigueur 'le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile' (CESEDA). Cette loi symbolise une conception utilitariste de l'immigration, choisie sur critères économiques. Nous ne pouvions trouver de meilleur jour pour appeler à une 'journée sans immigrés' », détaille le manifeste LJSI.

Un « great french boycott »

L'idée est venue un soir de septembre 2009 à un groupe de citoyens, immigrés ou non. C'était peu après la « sortie » de Brice Hortefeux lors de l'université d'été de l'UMP. Restée tristement célèbre depuis, la petite phrase du ministre de l'Intérieur parlant des Arabes (« Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes ») a été « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Tant il est vrai que « la plaisanterie » s'inscrivait dans une lignée de discours politiques du même genre déjà entendus », dit Peggy Derder, vice-présidente du collectif LJSI et professeur d'histoire-géographie.

Cette action n'est pas sans rappeler celle du Great American Boycott, instiguée par la communauté hispanique des Etats-Unis. Le 1er mai 2006 (non férié aux USA), une masse considérable de sympathisants (entre 500 000 et un million, selon les estimations), avait renoncé à se rendre au travail, à l'école, à prendre les transports ou à acheter et vendre quoique ce soit. A la place, ils s'étaient rendus dans des manifestations pacifiques dans toutes les grandes villes américaines.

(suite →)

« Démarche pédagogique »

« Plus nous serons nombreux, mieux cela sera. Immigrés, enfants d’immigrés, citoyens militants... » Mais les organisateurs de LJSI ne se leurrent pas quant aux limites d’un tel projet. Beaucoup hésiteront à perdre une journée de salaire. Même pour la bonne cause. « Pour autant, de nombreuses personnes, de tous horizons sociaux, du chauffeur de taxi au médecin libéral en passant par le petit vendeur, nous ont confirmé avoir posé une journée de RTT ou de congé sans solde, ou ont prévu de fermer boutique pour l’occasion. » Pour les autres, il sera toujours possible de venir assister aux rassemblements organisés devant l’Hôtel de Ville à Paris et devant les mairies de France, à l’heure de la pause déjeuner.

L’association a relayé son combat sur la Toile, où Facebook a joué un rôle crucial, permettant de rassembler plus de 64 000 sympathisants. « Le virtuel est formidable pour créer la rencontre. Mais l’action de terrain est indispensable pour la démarche pédagogique, afin d’expliquer notre pensée », estime Peggy Derder, qui cite les distributions de tracts, les conférences de presse ou le concert de soutien organisé avec des chanteurs et des rappeurs fin janvier.

Et si, le 1er mars, les manifestants ne sont pas au rendez-vous ? « C’est la prise de conscience que cela peut générer qui nous importe le plus. Nous souhaitons créer une véritable dynamique d’engagement. Quoiqu’il se passe, il y a une réflexion qui naîtra de notre mobilisation. Le fait que la journée en soi existe, c’est déjà une réussite et la preuve d’un intérêt certain pour cette cause » affirme la vice-présidente du collectif.

Impact politique

En attendant le jour J, l’idée a déjà fait mouche. Séduites pas le projet, la Grèce, l’Italie et l’Espagne ont emboîté le pas à LJSI, programmant le même jour, une journée sans immigrés. Et le 1er mars, une délégation allemande sera présente à Paris.

L’association s’en réjouit : « la réaction européenne est un gros plus. Nous espérons maintenant une prise de conscience des pouvoirs publics ».

Même si LJSI ne se réclame d’aucun parti politique et tient à son indépendance, le débat devra nécessairement être porté dans la sphère politique s’il veut déboucher sur du concret. « Cela se fera à l’initiative des citoyens, ce n’est pas incompatible avec notre modèle. Mais nous n’avons pas de revendication, notre problématique va au-delà. Ce que nous voulons, c’est faire entendre une voix, mettre l’accent sur l’apport indispensable de l’immigration, depuis le 19e siècle, pour notre pays. »

Rue89

24.02.2010

Par Chloé Leprince

Ils ont lancé la Journée sans immigrés sur le coin d'une table

Rencontre - Ne pas travailler, ne pas consommer le 1er mars : l'idée vient d'eux trois. Depuis, le mouvement a pris de l'ampleur. Portraits.

Difficile de trouver collectif moins étiqueté. D'emblée, Peggy Derder, Nadir Dendoune et Nadia Lamarkbi, les trois fondateurs de la Journée sans immigrés, ont voulu brasser large, ne pas se donner de revendications mais plutôt un objectif : se faire entendre.

C'était en août 2009, les trois se rencontraient via des amis communs. Prof d'histoire-géographie (Peggy Derder, 32 ans) et journalistes (Nadir Dendoune et Nadia Lamarkbi, 37 et 35 ans), ils avaient en commun d'être énervés par le climat ambiant. Plutôt délétère, tendance xénophobe à leurs yeux.

A cette période, Brice Hortefeux s'illustre sur les Arabes (et les Auvergnats). Ils en ont parlé sur un coin de table. Quelques semaines plus tard, Nadia Lamarkbi a lancé sur Facebook l'idée d'un boycott à l'américaine. Le 1er mai 2006, toute personne se sentant une histoire commune avec l'histoire migratoire du pays avait été invitée à cesser de travailler et de consommer. Le but était de paralyser le pays pendant 24 heures.

« Faire quelque chose », sans avoir d'appartenance politique

Sur Facebook, le succès est immédiat. Les trois décident de « faire quelque chose », sans appartenance politique particulière. Le groupe concerné compte aujourd'hui plus de 66 000 membres.

Pourtant, Nadia, Nadir et Peggy ne sont encartés nulle part. Seule Nadia avait milité avant ses 20 ans au syndicat étudiant Unef et au PCF. Avant de quitter les rangs communistes, parce qu'elle jugeait la ligne « trop nationaliste, très ancrée sur les traditions françaises ».

Nadir Dendoune, lui, dit qu'il « aime faire les choses tout seul » -il a d'ailleurs un tour du monde à vélo au compteur. Méfiant envers les politiques, il dit quand même trouver « de bonnes choses dans pas mal de partis ».

Lesquels ? Il commence à énumérer, se ravise. Ensemble, ils parlent du « secret du vote », on comprend que le but est de tenir un discours le plus fédérateur possible.

On devine aussi la crainte d'être récupérés. « Etre l'Arabe du PS ou de PC... », siffle Nadir Dendoune. SOS Racisme a laissé des traces, l'évocation suffit à le « faire vomir » -« à titre personnel, pas au nom du comité ». Nadia Lamarkbi parle carrément de « symptôme SOS ».

Le vote des immigrés, la régularisation des sans-papiers ? Presque hors sujet. Nadir Dendoune dit que « d'autres assos portent cela », qu'« ils ne voulaient pas "être un truc bis" ». Peggy Derder développe : « On a voulu se placer en amont des discriminations et de ces questions qui résultent d'un discours stigmatisant. S'attaquer à la racine et pas aux symptômes. »

(suite →)

A leurs yeux, cette stigmatisation enfle. Ils énumèrent : Frêche, Valls, Hortefeux, Clément, Morano, Chirac... : « Ce n'est pas l'Italie, ce n'est souvent pas directement xénophobe. Mais c'est plus sournois, plus malsain. »

Huit à dix contrôles d'identité par an

C'est concret aussi, souvent. Peggy Derder, fille d'un père algérien et d'une mère française, est blonde. Elle n'a jamais été contrôlée.

Nadir Dendoune estime, lui, que c'est « huit à dix fois par an ». Depuis le début 2010, ça fait déjà quatre. Le dernier contrôle d'identité s'est soldé par trois heures au poste : plutôt du genre tonique dans la vie, Nadir a refusé de présenter ses papiers.

Lui qui a la triple nationalité (française, algérienne et australienne, souvenir d'un séjour de huit ans là-bas, parce qu'il ne se sentait « pas à l'aise chez [lui] ») dit qu'il est « un Français qui a trop pris le soleil ».

Nadia Lamarkbi, née en France de parents Marocains, a grandi en Bourgogne et ne se souvient pas avoir essuyé de xénophobie : « A la limite, j'ai plutôt bénéficié de la discrimination positive. »

Pour eux, le boycott et la Journée sans immigrés, c'est une façon de « taper là où ça fait mal ». En l'occurrence du côté du levier économique. « Par notre absence on marque la nécessité de notre présence. »

C'est aussi une façon d'endosser le raisonnement de Sartre dans « Réflexions sur la question juive ». Peggy Derder, qui juge « la terminologie si difficile pour définir quelqu'un comme moi » explique : « L'immigré, c'est celui qui est perçu comme tel. On cherche à réhabiliter la figure de l'immigré en France. Mais pas seulement par rapport à l'histoire coloniale, plutôt par rapport aux stéréotypes. Les Italiens, les Polonais, en ont souffert avant nous de la même manière. »

Nadir Dendoune, premier Algérien à avoir gravi l'Everest

La page Wikipedia de Nadir indique qu'il est « le premier Maghrébin (et Algérien) à atteindre le Toit du monde » après son ascension de l'Everest en 2008.

Lui qui n'a jamais voulu quitter l'Île-Saint-Denis maintenant qu'il travaille pour France 3 ou l'Humanité refuse avec force le terme « arabe ». Préfère « maghrébin », et se sent « surtout banlieusard » : « C'est l'identité la plus structurante, celle dont je suis le plus fier. On m'a ramené toute ma vie à ces putain de clichés, alors d'accord, allons-y. J'ai fermé ma gueule pendant tellement longtemps, j'ai vu mon père et ma mère se faire traiter comme de la merde et ne rien dire. Je voudrais bien être dans la paix. Mais comment tu fais ? »

L'engagement de Peggy Derder, qui n'a « jamais vécu le racisme dans la chair », procède aussi d'une désillusion : « J'ai été élevée dans la valorisation de l'école, de la réussite au mérite. Un père autodidacte, une mère assistante de direction, et la foi dans l'égalité des chances. Or, tout m'indique que ça n'existe pas. Continuer à entretenir cette illusion, c'est une manière de ne pas remettre les choses en cause. »

(suite →)

Alors qu'un appel donne rendez-vous devant toutes les grandes mairies de France entre midi et deux le 1er mars, d'autres collectifs feront de même en Italie ou en Grèce. Ils se sont formés sur le tas après avoir entendu parler de Nadir Dendoune, Nadia Lamarkbi et Peggy Derder.

Ils ne savent pas encore ce qu'ils pourront bien faire de toute la dynamique enclenchée. Car, au fond, la Journée sans immigrés ne parle pas tellement d'immigration. Mais plutôt de ceci : dans quelle société veut-on vivre ?



24 h SANS NOUS



Basta Mag
24.02.2010
Par Agnès Rousseaux

Journée sans immigrés : « Le 1er mars, ce sera 24h sans nous »

Cesser toute activité économique le 1er mars : c'est le mot d'ordre lancé par un collectif qui veut défendre « l'apport essentiel de l'immigration » en France. Face aux dérives identitaires et xénophobes, ils sont déjà plusieurs dizaines de milliers à soutenir cette action, inspirée du mouvement social nord-américain. « Par notre absence, nous voulons marquer la nécessité de notre présence », déclare leur manifeste. Entretien avec Nadia Lamarkbi, initiatrice de la Journée sans immigrés.

Pourquoi une journée sans immigrés ?

Nous sommes fatigués de cette ambiance générale, où tout le monde se lâche dans la presse. Nous en avons marre de la multiplication de propos irrespectueux sur telle ou telle catégorie de population. Les propos de Brice Hortefeux sur les Arabes en septembre 2009 a été une goutte de plus. Et, surtout, la façon dont il a essayé de se rattraper en affirmant qu'il parlait des auvergnats et qu'on n'avait rien compris. Il nous a vraiment pris pour des cons. Ce que j'ai trouvé terrible, c'est le peu d'indignations. Trop peu de gens sont montés au créneau. Dans n'importe quel pays, on aurait trouvé inadmissible qu'un ministre tienne de tels propos. Il s'est permis de le faire et ça passe comme une lettre à la Poste. Pourquoi y a-t-il de moins en moins d'indignation ?

Vous invitez les personnes mobilisées à une grève de toute activité économique : travail, achats, transports... Pourquoi agir spécifiquement sur le champ économique ?

Nous voulons un mode d'action qui interpelle directement les citoyens. C'est pour nous le moyen le plus simple d'être visibles par tous. L'idée est née aux Etats-Unis, en 2006 : la communauté hispanique organise un boycott des activités économiques. C'est une belle initiative, à adapter en France. Nous avons choisi la date symbolique du 1er mars, car c'est la date d'entrée en vigueur du « code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile » de 2005 [1]. Un texte qui établit le lien entre économie et immigration, une « immigration choisie » sur critères économiques, dans une vision utilitariste.

Agir sur l'économie, c'est un levier d'action. Et puis, ne pas consommer, cela ne demande pas d'engagement politique. Ça permet de dépasser les clivages partisans, ce qui est déjà une gageure. Notre action est à la portée de tous.

Le groupe Facebook en faveur de cette action rassemble aujourd'hui plus de 66.000 membres : comment s'est réalisée cette surprenante mobilisation ?

J'ai écrit sur ma page que ce serait bien de faire une journée sans immigrés. Dans la foulée, mes contacts ont repris l'idée. J'ai reçu des centaines de commentaires de gens que je ne connaissais même pas. Des gens qui disaient « allez, on le fait ! ». Nous nous sommes réunis et rapidement est venue l'idée d'un manifeste, de textes fondateurs et d'actions symboliques.

(suite →)

Au début, nous souhaitions affirmer « l'apport positif » de l'immigration. Nous avons changé pour « essentiel ». Nous ne voulions pas contrebalancer les propos de Nicolas Sarkozy sur l'aspect positif de la colonisation ou d'autres propos. Il ne s'agit pas de « répondre » à quelqu'un. Nous voulons plutôt lancer une réflexion sur la place donnée aux immigrés aujourd'hui. Et aussi la façon dont sont perçus les immigrés dans les représentations, l'imaginaire des gens.

Quelles sont vos attentes lors de cette journée du 1er mars ?

10 millions de personnes mobilisées ! Plus sérieusement, c'est difficile de répondre à cette question. Nous ne sommes pas dans du quantitatif. Ce n'est que le début d'une dynamique, d'une réflexion qu'on veut lancer : la reconnaissance de « l'autre » comme partie constitutive de la société, comme un apport essentiel. Nous avons reçu des centaines de lettres d'insultes. Certaines disaient : « ce n'est pas une journée sans immigrés qu'il faudrait, mais toute l'année », ou bien « rendez-nous nos allocations ». Les immigrés sont perçus par ces gens-là comme un poids, comme des inactifs qui pèsent sur la société.

A terme, il y aura une homogénéisation des politiques de l'immigration dans l'Union européenne. C'est donc à ce niveau qu'il faut agir. En France, d'autres groupes et organisations travaillent déjà pour les sans-papiers et les réfugiés. Notre apport spécifique, c'est de vouloir changer le regard porté sur l'immigration. Dans les discours, on a l'impression que l'immigration est devenue la cause de tous les maux. Certains responsables politiques ont du mal à assumer leurs contradictions et préfèrent cracher sur l'Autre. Cela se traduit en France par des lois sur l'immigration qu'on peut résumer ainsi : « contrôle, sécurité, expulsion ». Nous n'avons pas voulu décliner précisément nos revendications, car pour nous, ce serait s'enfermer. Nous voulons déconstruire l'imaginaire et revenir à une perception objective de l'immigration en France.

Quel bilan faites-vous des mobilisations antérieures concernant l'immigration ?

Nous en sommes au deuxième siècle de l'histoire de l'immigration en France. C'est triste s'être obligé de se mobiliser encore ainsi en 2010. Cela devrait être réglé depuis longtemps. Même la 4e génération d'immigrés porte encore les stigmates. Certains d'entre nous ont des grands-parents qui sont morts au combat, pour la France. Ils sont toujours perçus comme des immigrés. Ce qui se traduit notamment par des contrôles d'identité 10, 15 ou 20 fois par mois. Dans le noyau fondateur de cette initiative, il y a des immigrés, mais aussi beaucoup de ces gens issus de la 3e ou 4e génération d'immigration.

La lutte des sans-papiers va dans le même sens que la nôtre, même si notre mouvement concerne une population plus vaste. Ces sans-papiers viennent d'arriver en France, ils vivent dans un statut précaire, hors-la-loi. Mais il ne se rendent pas forcément compte que même lorsqu'il seront régularisés, ils seront encore considérés comme un poids. Par ailleurs, les gens font des amalgames incroyables entre immigration et immigration clandestine.

Concrètement, que va-t-il se passer le 1er mars ?

Des événements ont été préparés dans plusieurs villes, notamment des sit-in devant les mairies. A Paris, nous investirons l'exposition « Paris 150 ans d'immigration », Place de l'Hôtel de Ville, entre 12 et 14 heures. Il y aura un tableau sur lequel les gens pourront s'exprimer. Nous n'avons pas voulu trop disperser nos actions, pour assurer une certaine visibilité et aussi pour être en adéquation avec l'objectif de ne pas consommer. Il y a aussi l'idée de porter un ruban jaune pendant cette journée, un symbole qui vient d'Italie, pour marquer la dimension européenne du mouvement.

(suite →)

Quelles sont les projets pour la suite ?

Nous voulons recommencer l'an prochain. On se lancera dans une action plus structurée, cette année tout a été fait un peu dans l'urgence. Notre organisation est plutôt informelle, même si nous avons créé une association. Les observateurs ne savent pas quoi penser de nous, et certains vieux militants ont du mal à nous comprendre, du fait de nos moyens de mobilisation : Flash mob, tags délébiles... On fait avec ce qu'on sait faire. Ce sont des modes d'action qui nous ressemblent et nous correspondent.

Propos recueillis par Agnès Rousseaux



Le Parisien
25.02.2010
La rédaction

Une "journée sans immigrants" le 1er mars en France, Italie et Grèce

Le collectif "24 heures sans nous" a présenté jeudi "la journée sans immigrants" que ce "mouvement citoyen" organise lundi 1er mars, en France, en Italie et en Grèce, pour montrer l'importance économique des immigrants dans leur pays d'accueil.

Le collectif veut organiser "le boycott de l'économie française" en appelant les "immigrants, enfants d'immigrants et les citoyens conscients de l'apport de l'immigration en France" à cesser de "consommer et/ou travailler" .

"Le mot immigrant est presque devenu une insulte. Nous disons: ras-le-bol", a résumé devant la presse à l'Assemblée nationale l'un des organisateurs, Nadir Dendoune.

L'initiative a été lancée après les propos de Brice Hortefeux à l'université d'été des jeunes de l'UMP à Seignosse. "Quand il y en a un ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes", avait déclaré le ministre de l'Intérieur en posant avec un jeune issu de l'immigration. Il avait nié ensuite faire "référence à une origine ethnique supposée d'un jeune militant".

Un rassemblement est prévu devant le parvis de l'hôtel de Ville à Paris, d'autres manifestations à Reims, Amiens...

En Italie, "il y aura la grève à Brescia (nord)", affirme Daimreli Quintero, qui annonce des manifestations "à Milan, Rome, Naples" et une rencontre à Rosarno (Calabre), théâtre en janvier d'affrontements entre habitants et saisonniers africains. "Nous encourageons les immigrants à ne rien dépenser lundi", explique une militante grecque, Daphné, évoquant un groupe Facebook qui a réuni 5.000 personnes en cinq semaines.

En France, le mouvement a le soutien de quelques syndicats, comme la CFDT et la FSU, présentes à la conférence de presse dans une annexe de l'Assemblée nationale.

Le collectif travaille avec des associations de terrain comme la Cimade ou l'ATMF. "Les associations qui sont trop politiques ont été les moins sollicitées", explique la présidente du collectif, Nadia Lamarkbi, citant "SOS-Racisme, qui est proche d'un parti".

Afrik.com
27.02.2010
Par Stéphanie Plasse

Le 1er mars en France : Journée sans immigrés

« La Journée sans Immigrés » organisée par le collectif « 24 heures sans nous » n'a pas fini de faire des émules. Le 1er mars, les personnes immigrées et leurs descendants sont appelés à cesser toute activité (travail, école, consommation, vente, etc...) en France. Ainsi, elles montreront « par leur absence, la nécessité de leur présence », dans un pays où la politique sur l'immigration ne cesse de se durcir.

Ils s'appellent Nadir, Nadia, Peggy... et en tant que citoyens français, ils ont décidé de dénoncer « la stigmatisation des immigrés et de leurs descendants ». « Nous voulons vivre ensemble dans la dignité et dans le respect », résume Luc Ngwé, membre du collectif « 24 heures sans nous ». Pour faire entendre leurs voix, ils utilisent une méthode originale et efficace : l'appel au boycott économique. Le 1er mars, immigrés, enfants d'immigrés et citoyens conscients de l'apport de l'immigration en France sont appelés à ne pas consommer et à ne pas travailler.

Cette date n'a pas été choisie au hasard. Elle marque le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), qui a instauré une immigration « choisie » sur des critères économiques. Cette journée baptisée « 24 heures sans nous » vise à démontrer le rôle de l'immigration dans la bonne marche de la vie économique du pays. Ce concept né aux Etats-Unis en 2006 a inspiré Nadia Lamarkbi, journaliste franco-marocaine et investigatrice de ce collectif qui, après avoir entendu les propos tenus par le ministre français de l'Immigration, Brice Hortefeux, à l'université d'été de l'UMP (parti au pouvoir), a décidé de mener cette action.

Depuis son lancement sur Facebook, cet événement fait couler beaucoup d'encre. Sans doute à cause des élections régionales prévues en France pour fin mars, et du débat de l'identité nationale qui a agité le pays pendant quelques mois.

L'action qui a pris une ampleur nationale et européenne devrait être suivie dans 17 villes de l'Hexagone mais aussi en Grèce et en Italie où les logiques de stigmatisation et de rejet de l'autre sont aussi présentes. L'objectif de ce collectif sur le long terme est de fédérer les autres pays européens pour proposer un texte à l'UE visant à modifier sa politique migratoire. « Le 1er mars marque le début de notre action », conclut Nadia Lamarkbi.

(suite →)

Interview de Luc Ngwé, membre du collectif :

Afrik.com : Pourquoi avoir rejoint cette action ?

Luc Ngwé : J'ai échangé avec les autres membres via des réseaux internet, comme Facebook. Nous avons eu des échanges intéressants. Chacun de nous avait cette forme d'indignation en lui et voulait faire changer le regard de la société envers les immigrés, et c'est ça qui m'a plu.

Afrik.com : Cela a-t-il produit un déclic dans votre vie ?

Luc Ngwé : Avant, je vivais ma vie de citoyen ordinaire. C'est en discutant que je me suis aperçu qu'il fallait dire stop et créer un mouvement citoyen pour que les immigrés et leurs descendants ne soient plus stigmatisés.

Afrik.com : C'est-à-dire ?

Luc Ngwé : Nous refusons que les immigrés soient perçus comme des délinquants et que leur dignité soit bafouée. Eux aussi font la France, ils participent à la vie sociale, économique et culturelle de ce pays. Nous refusons également le classement des individus en fonction de leur origine. Nous voulons vivre ensemble dans la dignité et le respect.



24h SANS NOUS

La Croix
28.02.2010
Par Bernard Gorce

Une « journée sans immigrés » pour les rendre plus visibles

Un réseau informel de jeunes professionnels issus de l'immigration espère provoquer une prise de conscience sur leur place dans la société.

Ils ont entre 25 et 40 ans, étudient ou travaillent, ne revendiquent aucune appartenance militante. Fils ou filles d'immigrés, ils se sont rassemblés depuis quelques mois grâce aux nouveaux réseaux sociaux autour d'une idée aussi audacieuse que risquée : organiser lundi 1er mars, pour la première fois en France, une « journée sans immigrés », afin de manifester, par défaut, leur contribution au fonctionnement de la société.

L'initiative remonte à la fin de l'été. À l'occasion de l'université d'été de l'UMP, une mauvaise « blague » du ministre de l'intérieur Brice Hortefeux sur le nombre d'immigrés provoque une forte polémique. À Paris, deux journalistes, Nadir Dendoune et Nadia Lamarkbi, et une enseignante, Peggy Derder, décident de réagir.

Ces trentenaires ne supportent plus un climat « xénophobe » et, quelques semaines plus tard, ils lancent sur Facebook l'idée d'un boycottage de vingt-quatre heures de l'activité économique. L'idée fait mouche. À travers toute la France, le « groupe d'amis » virtuel – qui rassemble aujourd'hui 66 000 membres – se développe.

Rachida et Sonya n'iront pas travailler

Rachida El Gharrabi, 38 ans, a d'emblée été séduite par l'idée « atypique et originale ». Directrice d'un centre social à Saint-Étienne (Loire), elle explique que la polémique Hortefeux fut la goutte d'eau de trop. « Quand on organise un séjour aux sports d'hiver pour les enfants du quartier, il suffit de donner nos noms pour s'entendre répondre que tout est complet. Dans la France de 2010, il y a encore un racisme au quotidien qui est très difficile à vivre », explique la jeune femme qui n'a jamais milité dans aucun parti, par souci de préserver sa « liberté ». La spontanéité de la démarche de la journée sans immigrés l'a en revanche immédiatement séduite.

« J'ai foncé tête baissée », affirme pour sa part Sonya von Rodziewicz, d'ascendance paternelle germanique. Travailleuse sociale à Toulouse, cette maman de deux jeunes enfants fait partie d'un collectif local de soutien aux sans-papiers mais se présente également comme sans étiquette.

Lundi 1er mars, Rachida et Sonya n'iront pas travailler, tout comme la centaine de membres actifs du collectif, présents dans une quinzaine de comités en région. À l'occasion d'une conférence de presse, organisée la semaine dernière, les responsables ont invité plusieurs journalistes étrangers venus d'Italie, d'Espagne et de Grèce où l'initiative a trouvé un écho.

(suite →)

Cinq syndicats soutiennent la démarche

En France, la journée sans immigrés suscite pourtant beaucoup de méfiance et même des critiques. Ces nouveaux venus dans l'espace militant, qui tiennent à éviter toute récupération politique, se sont volontairement tenus à l'écart des organisations historiques comme SOS Racisme, « trop proche d'un parti », selon Nadia Lamarkbi. Au risque de s'isoler.

SOS Racisme ou le syndicat étudiant Unef, habituellement très réactifs sur ce front, ont choisi de ne pas commenter l'événement. Sur le fond, certains redoutent surtout l'effet contre-productif du message. « Se mettre en retrait risque de stigmatiser les immigrés », estime ainsi Zouber Ben Tardeyet, fondateur en 2004 de l'association des Déroutés, qui aide les jeunes des cités à trouver des stages ou des emplois. « Moi, je suis de la culture du travail, poursuit-il. Plutôt que se retirer de la vie économique, il faut montrer qu'on produit, qu'on crée de la richesse. »

Conscients des fragilités de leur initiative, les organisateurs de la journée sans immigrés ont cherché des soutiens. Côté associatif, la Cimade, le Réseau éducation sans frontières (RESF) ou la Coordination des Portugais de France ont répondu favorablement. « C'est une initiative un peu utopique, mais pédagogique », estime Mouloud Aounit, président du Mrap, qui a appelé ses militants à se mobiliser. Côté syndical, cinq organisations, dont la CFDT, la FSU et l'Unsa, ont lancé la semaine dernière un appel commun à soutenir la démarche.

Rassembler le plus possible de citoyens

Les organisateurs ont également cherché ces dernières semaines à élargir les modes de participation à la journée. Le projet s'inspirait à l'origine d'un retrait de la vie économique de tous les travailleurs sans papiers organisé aux États-Unis, en 2006, afin de démontrer le poids économique de cette population de « sans-droits ». Mais un tel objectif était hors de portée, en France, sans l'engagement total de l'ensemble du mouvement syndical. L'appel à tous les commerçants à fermer leur magasin était également peu réaliste, alors que cette première journée tombe un lundi !

Les organisateurs espèrent donc plus modestement rassembler le plus possible de citoyens. « L'appel à se retirer de la vie économique, c'était une provocation qui nous a permis de nous faire connaître », admet Rachida El Gharrabi. Comme à Lyon, Paris, Toulouse, les Stéphanois sont invités à un rassemblement à l'heure du déjeuner devant l'hôtel de ville. Puis un débat sur la société interculturelle sera organisé à l'université. « Nous attendons devant la mairie plusieurs milliers de personnes », espère Rachida, qui assure que le réseau associatif, très dense dans la Loire, s'est fortement mobilisé ces derniers jours.

Le Post.fr
28.02.2010
Par Hélène Decommer

Journée sans immigrés: "Les politiques disent qu'ils sont un problème, nous qu'ils sont une force"

Elle a lieu demain. Sur Le Post, un des fondateurs dit "qu'aucun homme politique n'a jamais rappelé ce que l'immigration a apporté à la France."

Demain, lundi 1er mars, c'est la Journée sans immigrés. Une initiative lancée par le collectif "24h sans nous", qui regroupe des immigrés, descendants d'immigrés et des citoyens solidaires.

Le principe? Stopper toute activité économique pendant 24 heures, pour montrer le poids économique de ces citoyens. "Pour la première fois en France, nous décidons de ne pas participer à la vie de la cité. Par cette absence, nous voulons marquer notre présence", indique le manifeste du collectif.

"Pas un homme politique n'a jamais eu le courage de rappeler ce que l'immigration a apporté à la France", s'indigne Nadir Dendoune, l'un des fondateurs de "24 heures sans nous".

Sur Le Post, Nadir Dendoune explique l'origine et la portée de cette Journée sans immigrés.

Comment est née l'idée d'organiser une journée sans immigrés?

"Ce qui nous a motivé, ce sont les propos de Brice Hortefeux en septembre dernier, durant l'université d'été de l'UMP. Lorsqu'il a dit 'quand y'en a un ça va... c'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes', ça a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. On s'est dit qu'il fallait faire quelque chose."

Quel est l'objectif de cette journée?

"L'idée, c'est de changer le regard que la société porte sur les immigrés et l'immigration en général. Et même sur ceux qui sont considérés comme des 'immigrés' alors qu'ils n'ont jamais émigré. De deuxième ou troisième génération, ils sont perçus comme des 'immigrés'. Il faut changer ces représentations.

On en a ras-le-bol de ceux qui se servent des immigrés comme boucs émissaires, ou à des fins électoralistes. Les discours racistes se banalisent dans la classe politique, ils ne sont plus l'apanage de l'extrême-droite. Et ces discours divisent les Français, menacent le vivre-ensemble."

Concrètement, quel est le mot d'ordre de la mobilisation de demain?

"Nous appelons les citoyens à se réunir, entre midi et 14 heures, devant toutes les mairies de France. Pour ceux qui habitent à Paris ou en région parisienne, le rassemblement est prévu devant l'hôtel de ville de Paris. Je précise que le mouvement n'est pas destiné uniquement aux immigrés ou descendants d'immigrés, mais aussi à tous ceux qui se sentent concernés. Au-delà des rassemblements, le mot d'ordre c'est de ne pas aller travailler et de ne pas consommer. Donc ni courses, ni cinéma, ni McDo. Et enfin de porter un ruban jaune, signe distinctif de tous ceux qui sont solidaires du mouvement."

(suite →)

Pensez-vous que la Journée aura un fort impact?

"On l'espère! Après, c'est la première année que l'on fait ça, donc c'est surtout symbolique. Ce que l'on veut, c'est qu'on commence à parler de l'immigration en termes différents. Pas un homme politique n'a jamais eu le courage de rappeler ce que l'immigration a apporté à la France. Sans les immigrés, la France ne marche pas. Les politiques disent que l'immigration est un problème, nous disons que c'est une force."

Qui compose le collectif "24h sans nous"?

"C'est un collectif citoyen, non partisan, non politisé. Les gens qui le composent viennent à titre individuel. Ce sont en grande majorité des citoyens français, issus de l'immigration ou pas. Nous comptons 75 000 membres sur Facebook et 30 comités dans toutes la France. Mais la journée de demain appartient à tout le monde. D'ailleurs, c'est aussi une journée européenne, avec des manifestations similaires en Grèce, en Italie et en Espagne."



24h SANS NOUS

Rue89

28.02.2010

Par Chloé Leprince

Sarkozy, Besson, Yade : feront-ils la Journée sans immigrés ?

Plusieurs ministres ont au moins un grand-parent étranger. Mais en plein débat sur l'identité nationale, peu évoquent leurs origines.

Le message du collectif « 24 heures sans nous » est simple : si les descendants d'immigrés s'abstenaient de travailler et de consommer une journée, la France s'arrêterait de tourner.

Quand ils ont lancé l'idée d'une Journée sans immigrés ce 1er mars, on a entendu parler d'engorgement de poubelles faute d'éboueurs, de restaurants en mal de plongeurs ou d'hôpitaux à la peine sans femmes de ménage. Eux disent que les fils d'immigrés sont aussi médecins, réalisateurs, universitaires, experts-comptables. Ils auraient pu dire ministres.

Car le gouvernement est à l'image de la France, où au moins un habitant sur quatre a un grand-parent étranger :

- Eric Besson est né du Maroc d'une mère d'origine libanaise
- Nadine Morano est issue d'une famille italienne.
- Patrick Devedjan est le fils d'un Arménien né en Turquie
- Fadela Amara est d'ascendance algérienne
- Rama Yade est native du Sénégal.

Et puis encore Nora Berra, Hubert Falco, Nathalie Kosciusko-Morizet, Pierre Lellouche... sans oublier Nicolas Sarkozy et ses racines hongroises. D'ailleurs, Nadir Dendoune, du collectif « 24 heures sans nous », dit volontiers que son père est arrivé en France « à peine deux ans après le père de Sarko ».

Les ministres mettent peu en avant leurs racines étrangères

Pourtant, malgré le débat sur l'identité nationale, ou le dérapage de Brice Hortefeux à l'été 2009, rares sont les hommes politiques aux racines hors de l'Hexagone qui se sont plaints de stigmatisation xénophobe.

Tout au plus Nadine Morano exhibe-t-elle, façon cache-sexe, son héritage italien lorsqu'on l'accuse de racisme. Ce fut le cas après sa sortie sur les casquettes à l'envers ou lors de cet échange plein de condescendance sur un marché.

On est donc loin de ces images de 1991 qui montre Harlem Désir, président de SOS Racisme, entouré de Patrick Devedjian et Ladislav Poniatski. Autour, six autres députés de tous bords (PS, PCF, RPR et UDF) et le commentaire de la journaliste d'Antenne 2 qui égraine :

« Claude Bartolonne, l'Italien ; Jean-Christophe Cambadélis, le Grec ; Ladislav Poniatski, le Polonais ; Patrick Devedjian, l'Arménien ; François Asensi, l'Espagnol, Julien Dray, le juif algérien ; Etienne Pinte, le Belge ; Nicolas Sarkozy, le Hongrois. »

(suite →)

Ce jour-là, ils s'étaient rassemblés pour protester contre le climat délétère qui entourait le débat d'alors sur l'immigration. Alors qu'on parle quotas et charters en France, Etienne Pinte, qui est toujours député UMP, avait dit ceci :

« Si les lois ou les principes dont on a parlé récemment avaient été appliqués à l'époque où j'ai demandé ma naturalisation, eh bien vraisemblablement non seulement je n'aurais pas été Français mais je ne serais pas devenu député. »

Aujourd'hui, c'est tout juste si l'on a entendu Yazid Sabeg, haut commissaire à l'égalité des chances, protester contre le « déversoir » du débat sur l'identité nationale... pour mieux ravalé son chapeau et animer une soirée officielle dans les Vosges quelques semaines plus tard.

Quand Patrick Devedjian se plaignait d'insultes racistes

Alors que Patrick Devedjian, ministre dans ce gouvernement aujourd'hui, racontait en 1991 recevoir « tous les jours des lettres d'insultes, des lettres racistes » qui lui étaient adressées personnellement.

A l'époque, voilà ce qu'il disait : « Si l'on ne désapprouve pas tout le contenu explosif qu'il y a dans cette question de l'immigration, alors on ne sait pas quelle violence on peut attendre. »

A ce gouvernement auquel le fils d'Arménien appartient à présent, le collectif 24 heures sans nous répond par un appel à la mobilisation. Deux formules :

- une journée de boycott sans travailler ni consommer pour les plus vigoureux
- un rassemblement entre 12 et 14 heures, devant les grandes mairies de France, pour les autres

Evidemment, peu probable d'y croiser Nicolas Sarkozy ou Patrick Devedjian. Le diagnostic du collectif derrière la journée sans immigrés est pourtant assez peu différent de celui que dressaient les huit députés en 1991.

Pour frapper au plus large, ils ont élargi le rappel au-delà des seuls enfants d'immigrés. Sont conviés aussi tous les « citoyens conscients de l'apport essentiel de l'immigration ».

RTBF

28.02.2010

Par Julien Vlassenbroek avec Libération, Nouvelobs et LCI

"La journée sans immigrants" a lieu ce lundi 1er mars

Le collectif "24h sans nous" lance ce lundi 1er mars la "journée sans immigrants". Les immigrants, enfants d'immigrés et personnes solidaires sont appelés à ne pas travailler et/ou consommer afin de dénoncer les stigmatisations dont les immigrants sont victimes.

Dans le but de montrer concrètement leur importance pour les économies de leur pays d'accueil, le collectif "24h sans nous" a lancé un appel à "une journée sans immigrants" ce lundi 1er mars en France.

La date n'a pas été choisie par hasard puisqu'elle correspond au cinquième anniversaire du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile (CESEDA), qui instaurait une immigration "choisie" en fonction de critères économiques.

Le collectif convie donc "les immigrants, enfants d'immigrés et les citoyens conscients de l'apport de l'immigration en France" à ne pas "consommer et/ou travailler" ce jour-là. Des rassemblements symboliques sont également prévus ainsi que le port d'un ruban jaune en signe de solidarité.

L'idée de cette journée d'action symbolique a germé suite à une intervention de Brice Hortefeux à l'université d'été de l'UMP. S'adressant à un étudiant maghrébin, le ministre de l'Intérieur avait déclaré : "il en faut toujours un. Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes". Une intervention filmée par une caméra amateur et qui avait très rapidement fait le tour du net.

Un réseau européen en gestation

Le collectif "24h sans nous" se présente comme un "mouvement citoyen", apolitique, militant pour la "reconnaissance de la dignité de chacun, avec ou sans -papiers" selon la présidente du collectif, la journaliste Nadia Lamarkbi.

Lassée de la stigmatisation dont les immigrants sont victimes selon elle, elle a déclaré au journal Libération que l'ambition du collectif via cette journée de boycott économique est de "porter un changement de regard sur l'immigration. Montrer que les immigrants sont une richesse, que nous participons à la vie du pays et que le pays fonctionne avec nous. [...]. Nous nous plaçons sur le terrain économique parce que tous les secteurs sont concernés. En France, un logement sur deux a été construit par des immigrants. 10% des chefs d'entreprise sont immigrants", précise encore la fondatrice du collectif. Ou autrement dit que "Monsieur tout le monde constate, le 1er mars, qu'il lui manque quelqu'un".

Nadia Lamarkbi explique que l'initiative s'inspire d'un mouvement mené par les Latino-Américains en 2006 aux Etats-Unis, là aussi pour protester contre la politique d'immigration du pays d'accueil. Le mouvement a démarré sur le net via le site du collectif et Facebook avant de rapidement grandir, bien aidé par l'actualité (et le débat sur l'identité nationale notamment). D'après les organisateurs, il devrait être suivi également en Italie, en Espagne et Grèce tandis que des collectifs seraient en gestation en Allemagne, en Belgique, en Suisse et aux Pays-Bas.

(suite →)

Nicolas Sarkozy concerné, Jean-Marie Le Pen réagit

En France, le collectif n'a pas manqué de marquer le coup en conviant Nicolas Sarkozy, fils d'immigré hongrois, à se croiser les bras et à ne pas ouvrir son portefeuille ce lundi.

De son côté, selon LCI, le président du Front National, Jean-Marie Le Pen a parlé, à propos de cette journée sans immigré, de "provocation assez indécente".



Rue89

28.02.2010

Par Thomas Huet, Doctorant à l'EHESS

Français blanc, je participe aussi à la Journée sans immigrés

TEMOIGNAGE

Banlieue parisienne, il y a quelques années. Je viens de faire ma rentrée dans mon nouveau lycée, classé ZEP. Dernier cours de la journée, notre professeur rompt la torpeur dans laquelle la classe est plongée en nous proposant une expérience : « Que les élèves dont les deux parents ne sont pas d'origine étrangère lèvent la main. »

Nous sommes trois ou quatre parmi mes vingt-deux camarades à se manifester. Face à nous, la prof, bardée de colliers et à l'allure parisienne nous observe, satisfaite :

« Sachez que c'est une chance d'être scolarisé dans un lycée comme le nôtre. Vous profitez de la richesse de nombreuses cultures... »

Le monologue dure un moment.

En rentrant du lycée, entre potes, nous ne sommes pas revenus sur cette question. Notre prof avait expliqué l'évidence dans laquelle nous étions tous placés depuis le début de notre scolarité.

Nous vivons dans le mélange des cultures, dans le brassage des prénoms venus de loin, dans la diversité des plats des quatre coins du monde préparés et partagés par les mamans de chacun.

En revanche, notre prof n'avait pas fait référence à ce que nous avons tous en commun : la position sociale de nos parents. Ouvriers, employés, au mieux techniciens.

Mes amis vivaient une expérience sociale que je ne connais pas

Ce cours d'histoire a dû reposer longtemps en moi pour que ses effets se fassent sentir. Je n'en avais pas conscience : mes amis dont la famille venait d'ailleurs subissent une expérience sociale que je ne connais pas. Une expérience liée à leur apparence, à leur couleur de peau, à leur origine supposée étrangère. La plupart étant français.

Comme les autres dans ce lycée, je suis issu d'un milieu modeste. Pas de sorties au musée le dimanche en famille. Pas de voyages lointains pour les vacances. Les destinations estivales, c'étaient les régions où avaient grandi mes parents. La Bretagne ou la Normandie où vit ma famille, modeste elle aussi.

Un autre monde, plus blanc, un peu intolérant vis-à-vis des immigrés. Loin, en tout cas, des préoccupations de ma prof d'histoire.

Famille normande, banlieue et lycée de ZEP. Deux mondes et moi entre les deux. Eprouvant deux expériences dans deux milieux partageant les mêmes critères de classe. Un monde soumis aux discriminations d'un côté. Un monde teinté d'intolérance de l'autre.

(suite →)

« Vous êtes bien sûr que c'est votre carte d'identité ? »

J'ai 16 ans. Premières virées entre potes. J'ai partagé mon adolescence avec ceux qui n'avaient pas levé la main lors de ce cours d'histoire. Les sorties sur Paris m'ont permis d'éprouver ce qui nous sépare. Pour connaître les joies du contrôle d'identité, il me fallait être avec un ou deux camarades d'origine africaine.

Dans le métro parisien, je me rappelle les railleries de ce contrôleur : « Vous êtes bien sûr que c'est votre carte d'identité ? » Ses parents, d'origine algérienne, ont choisi pour lui un prénom français. Problème : sa tête ne va pas avec... Différence dans la facilité à décrocher nos boulots d'été aussi.

Mais il serait trop long d'écrire un catalogue des discriminations dont j'ai été le témoin, sans jamais en être la victime directe. Victime collatérale au pire, parce qu'entre potes, on ne se lâchait jamais.

L'immigration, sujet à risques dans les repas de famille

J'adore ma famille et les repas qu'on partage ensemble. Sauf quand ils ont décidé de parler d'un sujet qui leur semble friand : les immigrés, les étrangers, les autres.

Pour cette famille, l'immigration c'est inquiétant. Ils prennent nos emplois et ont des mœurs étranges. A chaque réunion de famille, toujours les mêmes rengaines illustrées différemment, souvent grâce au dernier reportage vu au 20 euresh.

Parce qu'en fait, dans ma famille, en Normandie ou en Bretagne, on n'en croise pas beaucoup, des « immigrés ». Mais on le sait. Et puis, jamais très loin, en bout de table, on trouve celui qui a fait la guerre d'Algérie. Alors les explications de petits jeunes qui ne connaissent pas la vie...

Pourtant, j'ai tenté. J'ai tenté de partager ce que je vis au quotidien avec mes amis de banlieue parisienne. Mais à force, c'est épuisant. Et puis je ne veux pas me fâcher avec mes proches.

L'émergence d'une question de race sous un prétexte social

Alors je reste dans cet entre-deux. A proximité des mondes de mon lycée et de celui de ma famille. Un va-et-vient social qui, je crois, me permet de sentir que ce qui se joue à travers les discours politiques dénigrant les émigrés et leurs descendants pose certains problèmes.

Des propos d'Hélène Carrère d'Encausse pendant les émeutes urbaines de 2005 à ceux de Brice Hortefeux à Seignosse, je crois qu'on assiste à l'émergence d'une question de race voilée sous un prétexte social.

Pense-t-il vraiment aux femmes lorsque le pouvoir politique s'attaque au problème du voile intégrale ou à celui du mariage mixte ? Je pourrai demain avoir le projet de me marier avec une étrangère immigrée en France. Dans le contexte qui se dessine, on nous soupçonnerait alors d'arranger un mariage pour qu'elle acquière la nationalité française.

Le traitement politique de l'immigration nous concerne tous. Dans ma position d'entre-deux qu'avait soulevé ma prof d'histoire il y a quelques années, j'en ai la conviction. C'est pourquoi le 1er mars, ce sera sans moi.

20 Minutes

01.03.2010

La rédaction avec Agence

Première «journée sans immigrés» en France

L'objectif est de montrer leur place dans l'économie de leur pays d'accueil...

Arrêter de travailler pour montrer qu'ils sont là. Le collectif «24 heures sans nous» appelle à faire de ce lundi 1er mars une «journée sans immigrés» pour démontrer leur place dans l'économie du pays d'accueil, une initiative nouvelle avec des ramifications dans plusieurs pays européens.

Le collectif, qui se présente comme un «mouvement citoyen», convie «les immigrés, enfants d'immigrés et les citoyens conscients de l'apport de l'immigration en France» à cesser de «consommer et/ou travailler» ce jour-là, à arborer un ruban jaune en signe de solidarité. Des rassemblements sont prévus entre 12h et 14h à Paris, sur le parvis de l'hôtel de Ville, mais aussi à Reims, Amiens, Lyon.

«Ras-le-bol de la stigmatisation»

L'idée de ce boycott symbolique de l'économie est née d'un «ras-le-bol de la stigmatisation» des immigrés qui s'est cristallisé après la petite phrase de Brice Hortefeux à propos d'un jeune militant maghrébin à l'université d'été de l'UMP.

Nadia Lamarkbi, une des initiatrices de «la journée sans immigrés», explique que le collectif s'est inspiré du mouvement de protestation mené par les Latinos-Américains aux Etats-Unis en 2006 contre la politique d'immigration.

Mouvement européen

La date du 1er mars a été choisie parce qu'elle marque le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile (CESEDA), qui instaurait une immigration «choisie» sur des critères économiques.

Le mouvement sera suivi également en Espagne, en Grèce et en Italie, et selon les organisateurs, des collectifs semblables sont «en train de se former» en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas et en Suisse.

20 Minutes

01.03.2010

La rédaction avec Agence

Paris et l'Italie se mobilisent pour une «journée sans immigrés»

Objectif: montrer l'apport de l'immigration en France...

«La France ne serait rien sans ses immigrés». C'est ce que martèle Rym Cherifa, une styliste de 24 ans d'origine marocaine. Comme plusieurs centaines de personnes, elle s'est mobilisée pour la première «journée sans immigrés».

Cette journée est un nouveau mode d'action consistant à se «retirer» de la vie économique pour montrer l'apport de l'immigration. Elle a mobilisé lundi des centaines de personnes à Paris et a suscité de multiples initiatives en Italie.

De midi à 14h, le parvis de l'hôtel de ville à Paris, a été la scène de débats, d'histoires familiales partagées, de musique, d'échanges entre plusieurs centaines de personnes d'horizons différents se reconnaissant dans un refus de stigmatisation de l'immigration.

«Ras-le-bol de l'instrumentalisation politique de l'immigration»

Chefs d'entreprise et cadres d'origine étrangère, étudiants d'Europe de l'Est, militants du collectif «24h sans nous» ou collectifs de sans-papiers ont martelé leur «ras-le-bol de l'instrumentalisation politique de l'immigration».

«Le message des citoyens qui sont ici est clair», résume Alexandre Mesin, jeune ingénieur venu en compagnie de sa femme Weiwei, née en France de parents chinois, «nous en avons marre d'entendre parler de l'immigration comme d'une menace et non comme une richesse».

Le collectif, lancé en juin dernier, a calqué l'idée de boycott économique (24h sans consommation et sans travailler) sur un vaste mouvement de protestation mené par les Latinos-Américains aux Etats-Unis en 2006 contre la politique d'immigration.

Changer le regard sur l'immigration

La date du 1er mars a été choisie car elle marque le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda), qui instaurait une immigration «choisie» sur des critères économiques.

«On nous demande aujourd'hui de quantifier notre action, or il est nécessairement difficile de mesurer l'impact de notre appel à cesser de travailler ou de consommer pendant 24h», a expliqué Peggy Derder, vice-présidente du collectif. «Ce qui est certain, c'est que ce mouvement a eu un impact qualitatif sur la société française et a notamment contribué à changer le regard sur l'immigration».

(suite →)

Soutenue par plusieurs syndicats et des associations comme la Cimade, le Gisti, le Réseau éducation sans frontières ou France Terre d'Asile, l'initiative a suscité des actions plus modestes en province, avec par exemple des rassemblements d'une centaine de personnes à Toulouse et sur le Vieux-Port de Marseille ou encore un «Freeze» à Lille.

En faire un événement annuel et européen

«L'aventure ne fait que commencer. Nous espérons maintenant faire de cette journée un événement annuel et européen», explique Nadia Lamarkbi, présidente du collectif.

Plusieurs collectifs se sont déjà formés en Grèce, en Espagne ou en Italie. Dans ce pays, la journée a déjà été marquée lundi par de multiples initiatives, notamment une manifestation à Milan, une exposition de photos à Bologne sur les «nouveaux Italiens» ou à Trieste, des opérations de nettoyage de graffitis racistes.



24 h SANS NOUS

Elle Magazine
01.03.2010
La rédaction

Aujourd'hui, 1er mars : journée sans immigrés

Le collectif « 24 heures sans nous » invite aujourd'hui, lundi 1er mars, « les immigrés, les Français issus de l'immigration et tous les citoyens conscients de l'apport des étrangers à la France à ne pas participer à la vie du pays ». Autrement dit : ne pas aller travailler et/ou ne pas consommer.

Un rassemblement devant les mairies françaises est également programmé entre midi et 14h. Objectif de ce boycott national : signifier le « ras-le-bol de la stigmatisation » des immigrés et démontrer l'apport positif de l'immigration ainsi que son impact sur l'économie.

5 millions de personnes concernées

L'idée est née début septembre, après le dérapage devenu célèbre de Brice Hortefeux à propos d'un militant UMP d'origine maghrébine : « Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes. »

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase pour les fondateurs du collectif. « Les hommes politiques, de gauche comme de droite, ne sont pas sanctionnés après de telles déclarations. La banalisation de ces propos, qui divisent les Français, menace un 'vivre ensemble' déjà fragile », s'indigne sur le « Point.fr » Nadir Dendoune, membre de l'association.

Le collectif a donc choisi la date du cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du Ceseda (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) pour prouver à la France qu'elle a besoin de ses 5 millions d'immigrés (8% de la population).

Si l'appel fonctionne, des pans entiers de l'économie française pourraient être paralysés. Le mouvement, inspiré d'un boycott similaire aux Etats-Unis en mai 2006, a également gagné l'Espagne, l'Italie et la Grèce.

Euronews
01.03.2010
La rédaction

Journée sans immigrants respectée dans plusieurs pays européens

A quoi ressemblerait un monde sans immigration ?

C'est une des questions posées en ce 1er mars, à l'occasion de la "journée sans immigrants", organisée dans plusieurs pays d'Europe, comme en France, en Espagne, en Grèce, ou en Italie. Tous les immigrants de ces pays ont été invités à cesser symboliquement le travail et à ne pas consommer, pour démontrer leur place dans l'économie et la société.

"Au moins les gens réalisent que les étrangers ne sont pas seulement des travailleurs mais qu'ils peuvent aussi participer à la vie économique de l'Italie, déclare une immigrée."

"Le but d'une telle journée est de dire que l'Italie serait dans une situation d'urgence, sans les immigrants: pas seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan social et culturel, ajoute une autre."

9,7% du Produit Intérieur Brut italien serait généré par les immigrants, soit plus de 120 milliards d'euros.

En France, ce 1er mars marque aussi le cinquième anniversaire du CESEDA, dispositif qui a instauré un nouveau modèle d'immigration "choisie" sur des critères économiques.

Une journée qui intervient en plein débat sur l'identité nationale dans ce pays où les immigrants représentaient 8,6% des actifs en 2007 selon l'Insee, soit près de 2 millions et demi de personnes.

France Culture
01.03.2010
La rédaction

Un boycott économique de 24 heures

Le 1er mars 2010 marquera la première « journée sans immigrés ».

Cette date fait référence au 1er mars 2005, date d'entrée en vigueur de la loi CESEDA, Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile, qui officialise le choix de critères économiques.

Pour marquer la nécessité de la présence des immigrés, un collectif propose de ne pas participer à la vie de la cité pendant une journée : un boycott économique de 24 heures.

Création du collectif

Fin août 2009, la goutte d'eau qui fait déborder le vase se matérialise suite aux propos lancés par Brice Hortefeux lors de l'université d'été de l'UMP à un jeune militant d'origine maghrébine (« Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes ».)

Très concernés par le sujet, les journalistes Nadia Lamarkbi et Nadir Dendoune, et Peggy Derder, professeur d'histoire, se rencontrent à ce moment-là et lancent sur Facebook l'idée d'un boycott économique sans orientation politique.

Un concept américain adapté

Aux Etats-Unis, une journée de boycott économique a déjà été organisée le 1er mai 2006 et près de 10 millions de Latino-Américains ont protesté contre un projet de loi sur l'immigration considéré comme particulièrement répressif.

En France, le projet a été complètement adapté : le collectif a gardé l'idée d'agir sur le levier économique, une forme nouvelle de mobilisation sans aucun regroupement par communauté.

Une action citoyenne

Le succès du groupe sur Facebook est immédiat, il compte aujourd'hui plus de 68 000 membres. Le collectif propose une journée d'action, « la journée sans immigrés », le 1er mars, en jouant sur le levier économique : ne pas travailler et/ou ne pas consommer pendant 24 heures. Ce boycott s'adresse à tous : immigrés, enfants d'immigrés ou citoyens concernés par la question.

Des rassemblements seront organisés sur les places des mairies des grandes villes de France entre midi et deux heures : à Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Lille, Rennes, Nice, Nantes tout comme à Orléans, Amiens, Reims, Saint-Etienne, Verdun, Villeneuve sur Lot et bien d'autres encore.

(suite →)

Une journée pour poser la question de l'immigration et peut-être changer le regard que l'on porte dessus. Pour le collectif « l'immigration est une richesse économique, sociale et culturelle et surtout pas un problème ».

Une question européenne

L'Italie, la Grèce et l'Espagne ont suivi le mouvement et organisent une même action face à une problématique européenne et non pas simplement nationale.

D'autres pays se sentent également concernés, comme l'Allemagne qui enverra des représentants de son mouvement en France le 1er mars, la Belgique, les Pays-Bas et la Suisse qui suivent de très près la manifestation pour un prochain mouvement dans leur pays respectif.



24 h SANS NOUS

France Culture
01.03.2010
La rédaction

La journée du 1er mars

Premier rassemblement ce lundi 1er mars sur la place de l'hôtel de ville à Paris, entre 12h et 14h.

Rencontres avec ceux qui sont venus soutenir le mouvement et montrer qu'ils se sentent concernés par la question de l'immigration.

Témoignages

« Une présence solidaire »

Malika est venue soutenir le mouvement avec trois de ses collègues de bureau.

« Personnellement très touchée par l'immigration »

Journaliste allemande, Sabrina fait certes partie des immigrés moins visibles mais reste cependant très concernée par la question.

« Témoigner de ma solidarité »

Jean-Jacob, adjoint vert au maire du 20e arrondissement.

« Une journée capitale car elle rassemble tout le monde »

Samantha, conseillère en insertion professionnelle.

« L'immigration est indispensable »

Karima, chargée d'action culturelle est venue soutenir l'action au titre d'enfant d'immigrés.

« Il faut respecter l'immigré. »

Immigré et fils d'immigrés, Riad travaille dans un restaurant depuis 7 ans et n'a toujours pas de papiers.

France Info

01.03.2010

Par Baptiste Schweitzer avec agences

Journée sans immigrés en France : "absents pour voir leur présence"

Le collectif "24 heures sans nous" appelle aujourd'hui à observer une "journée sans immigrés".

L'objectif : démontrer la place de l'immigration dans l'économie française. Des manifestations ont lieu un peu partout...

L'idée du collectif "24 heures sans nous" est simple : montrer et démontrer l'importance de l'immigration dans l'économie française. Il convie aujourd'hui les "immigrés, enfants d'immigrés et les citoyens conscients de l'apport de l'immigration en France" à cesser de consommer et de travailler pendant 24 heures.

L'idée de ce boycott symbolique de l'économie est née d'un "ras-le-bol de la stigmatisation" des immigrés qui s'est cristallisé après la petite phrase de Brice Hortefeux à propos d'un jeune militant maghrébin : ("il en faut toujours un. Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes").

Des rassemblements se sont déroulés un peu partout en France. Comme à Reims, Amiens, Lyon, Paris ou Marseille.

Le collectif "24 heures sans nous" s'est inspiré d'un mouvement de protestation né aux États-Unis en 2006. A l'époque des Latino-Américains se sont élevés contre la politique d'immigration.

La date du 1er mars n'a pas été choisie au hasard. Elle marque le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile (CESEDA). C'est ce code qui instaure une immigration "choisie" sur des critères économiques.

D'autres manifestations sont également prévues en Europe. En Grèce ou en Italie notamment. Dans ce pays, des rassemblements ont lieu à Milan, Rome et Naples.

Une rencontre est prévue à Rosaron en Calabre. Il y avait eu des affrontements violents entre habitants et saisonniers africains.

France 2
01.03.2010
La rédaction

Un collectif appelle à une "journée sans immigrés"

Le collectif "24h sans nous" a appelé à faire du 1er mars une "journée sans immigrés".

Le collectif 24h sans nous, qui se présente comme un "mouvement citoyen", convie "les immigrés, enfants d'immigrés et les citoyens conscients de l'apport de l'immigration en France" à cesser de "consommer et/ou travailler" ce jour-là.

Mais aussi à arborer un ruban jaune en signe de solidarité et à participer à des rassemblements entre 12 et 14h.

L'idée de ce boycott symbolique de l'économie est née d'un "ras-le-bol de la stigmatisation" des immigrés qui s'est cristallisé après la petite phrase de Brice Hortefeux à propos d'un jeune militant maghrébin à l'université d'été de l'UMP ("Il en faut toujours un. Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes", ndlr).

Pour Nadia Lamarkbi, une des initiatrices de "la journée sans immigrés", ce mouvement de protestation est inspiré de celui mené par les Latinos-Américains aux Etats-Unis en 2006 contre la politique d'immigration.

La date du 1er mars a été choisie parce qu'elle marque le 5e anniversaire de l'entrée en vigueur du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile qui instaurait une immigration "choisie" sur des critères économiques.

Le mouvement sera suivi également en Espagne, en Grèce et en Italie et, selon les organisateurs, des collectifs semblables sont "en train de se former" en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas et en Suisse.

Le collectif a le soutien de plusieurs associations comme la Cimade, France Terre d'Asile, RESF ou l'association des travailleurs portugais en France, ainsi que de quelques syndicats, comme la CFDT et la FSU. Il dit ne pas avoir pris contact avec des mouvements trop politisés, tenant à son rôle de "mouvement citoyen", apolitique, militant pour la "reconnaissance de la dignité de chacun, avec ou sans papiers".

Jeune Afrique
01.03.2010
Par Fadwa Miadi

Immigration : la preuve par l'absence

Le 1er mars 2010, journée historique en France ? A l'appel du collectif "La journée sans immigrés", ces derniers et tous les sympathisants de leur cause qui veulent protester contre la discrimination sont invités à boycotter l'économie.

« Montrer par leur absence, la nécessité de leur présence » : tel est le pari lancé par un collectif baptisé "Journée sans immigrés, vingt-quatre heures sans nous", qui appelle tous ceux qu'exaspèrent les clichés sur les immigrés et les dérapages récurrents des politiques français à leur propos à cesser, une journée durant, toute participation à la vie économique. Autrement dit, à ne pas travailler et à ne pas consommer ce jour-là. Le collectif a choisi pour cela la date symbolique du 1er mars, qui marque l'entrée en vigueur du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda).

La démarche s'inspire de l'opération "A Day without an Immigrant" lancée, en mai 2006, par les Latinos américains pour protester contre une proposition de loi au Congrès visant à pénaliser l'immigration clandestine. Deux millions de manifestants étant descendus dans les rues de Los Angeles, l'administration Bush avait fait machine arrière.

En France, c'est notamment la journaliste Nadia Lamarkbi qui est à l'initiative du projet, d'abord sur le réseau social Facebook, où il a rapidement réuni un tel nombre de sympathisants que des comités régionaux ont été créés un peu partout (Lyon, Amiens, etc.) et jusqu'en Italie, où un collectif baptisé "Il primo marzo 2010" a vu le jour. À la mi-février, le groupe comptait plus de 62 800 membres. Amadou, un biologiste de 32 ans, est du nombre. « J'ai déjà posé une journée de RTT et n'achèterai rien ce jour-là », confirme-t-il.

Tous ne sont pas dans son cas. S'abstenir de consommer ? Pourquoi pas, mais de là à sacrifier une journée de travail (et de salaire)... « J'ai rejoint ce groupe parce que je suis la petite-fille d'un immigré roumain déchu de sa nationalité française par les lois de Vichy, explique Catherine. Il la récupéra à la Libération, mais le traumatisme est resté. Le 1er mars, il sera difficile pour moi de ne pas bosser, mais je n'hésiterai pas à faire la grève de la consommation. »

En théorie, quatorze millions de personnes sont concernées, puisque tel est le nombre estimé d'immigrés ou de descendants d'immigré vivant en France. Mais beaucoup, même s'ils adhèrent aux valeurs du collectif, ne sont pas forcément d'accord ni sur la démarche, ni même sur le nom du collectif qui, à leurs yeux, ne fait que « stigmatiser » davantage les immigrés.

Reste à savoir si les milliers de membres qui ont virtuellement adhéré au collectif sur Facebook passeront à l'acte. Combien s'habilleront de noir et se rassembleront devant les mairies de France, de 12 heures à 14 heures, comme le demande le collectif ? Verdict en fin journée.

Le Figaro
01.03.2010
Par l'agence AFP

"Journée sans immigrés" à Paris

La première "journée sans immigrés", un nouveau mode d'action consistant à se "retirer" de la vie économique pour montrer l'apport de l'immigration, a mobilisé aujourd'hui des centaines de personnes à Paris et a suscité de multiples initiatives en Italie.

De 12H00 à 14H00, le parvis de l'hôtel de ville à Paris, a été la scène de débats, d'histoires familiales partagées, de musique, d'échanges entre plusieurs centaines de personnes d'horizons différents se reconnaissant dans un refus de stigmatisation de l'immigration.

Chefs d'entreprise et cadres d'origine étrangère, étudiants d'Europe de l'Est, militants du collectif "24H00 sans nous" ou collectifs de sans-papiers ont martelé leur "ras-le-bol de l'instrumentalisation politique de l'immigration".

"Le message des citoyens qui sont ici est clair", résume Alexandre Mesin, jeune ingénieur venu en compagnie de sa femme Weiwei, née en France de parents chinois, "nous en avons marre d'entendre parler de l'immigration comme d'une menace et non comme une richesse". "La France ne serait rien sans ses immigrés", renchérit Rym Cherifa, 24 ans, styliste d'origine marocaine.

Le collectif, lancé en juin dernier, a calqué l'idée de boycott économique (24H00 sans consommation et sans travailler) sur un vaste mouvement de protestation mené par les Latinos-Américains aux Etats-Unis en 2006 contre la politique d'immigration.

A Rome, un millier de personnes ont défilé derrière des banderoles disant "Non à l'intolérance" ou encore "Nous sommes tous Noirs". A Naples (sud), près de 20.000 personnes pour la plupart originaires du Burkina Faso, du Ghana, du Nigeria, du Maroc, du Bangladesh et du Sénégal ont défilé pacifiquement et en musique.

Le Parisien
01.03.2010
La rédaction avec agence

La «journée sans immigrés» mobilise à Paris et en Italie

La première «journée sans immigrés», un nouveau mode d'action consistant à se «retirer» de la vie économique pour montrer l'apport de l'immigration, a mobilisé lundi des centaines de personnes à Paris et a suscité de multiples initiatives très suivies en Italie.

De midi à 14 heures, le parvis de l'Hôtel de Ville à Paris a été la scène de débats, d'histoires familiales partagées, de musique, d'échanges entre plusieurs centaines de personnes d'horizons différents se reconnaissant dans un refus de stigmatisation de l'immigration.

Chefs d'entreprise et cadres d'origine étrangère, étudiants d'Europe de l'Est, militants du collectif «24 heures sans nous» ou collectifs de sans-papiers ont martelé leur «ras-le-bol de l'instrumentalisation politique de l'immigration».

«Le message des citoyens qui sont ici est clair», résume Alexandre Mesin, jeune ingénieur venu en compagnie de sa femme Weiwei, née en France de parents chinois, «nous en avons marre d'entendre parler de l'immigration comme d'une menace et non comme une richesse». «La France ne serait rien sans ses immigrés», renchérit Rym Cherifa, 24 ans, styliste d'origine marocaine.

Des propos de Brice Hortefeux à l'origine du mouvement

Le collectif, créé en juin dernier, a calqué l'idée de boycott économique (24 heures sans consommer ni travailler) sur un vaste mouvement de protestation mené par les Latinos-Américains aux Etats-Unis en 2006 contre la politique d'immigration.

Le «déclat» de la quinzaine de personnes à l'origine du mouvement a été provoqué par les propos lancés par Brice Hortefeux à un jeune militant d'origine maghrébine lors de dernière université d'été de l'UMP.

«Il est temps de montrer que les immigrés forment l'essentiel de la France qui se lève tôt, et sont indispensables à l'économie du pays», avait expliqué Nadir Dendoune, le porte-parole du collectif «24 heures sans nous», un des organisateurs de la manifestation.

Le 1er mars : date anniversaire de l'immigration «choisie»

La date du 1er mars a été choisie car elle marque le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), qui instaurait une immigration «choisie» sur des critères économiques.

(suite →)

«On nous demande aujourd'hui de quantifier notre action, or il est nécessairement difficile de mesurer l'impact de notre appel à cesser de travailler ou de consommer pendant 24 heures», a expliqué Peggy Derder, vice-présidente du collectif. «Ce qui est certain, c'est que ce mouvement a notamment contribué à changer le regard sur l'immigration».

«Le collectif a le mérite d'avoir mis en relation des mondes qui s'ignoraient souvent», rappelle Nadia Lamarkbi, jeune journaliste franco-marocaine et présidente du collectif.

Soutenue par plusieurs syndicats et des associations comme la Cimade, le Gisti, le Réseau éducation sans frontières ou France Terre d'Asile, l'initiative a suscité des actions plus modestes en province, avec par exemple des rassemblements d'une centaine de personnes à Toulouse et sur le Vieux-Port de Marseille ou encore un «Freeze» à Lille.

«L'aventure ne fait que commencer. Nous espérons maintenant faire de cette journée un évènement annuel et européen», explique la présidente.

A Naples, 20 000 manifestants

Plusieurs collectifs se sont déjà formés en Grèce, en Espagne ou en Italie. A Rome, un millier de personnes ont défilé derrière des banderoles disant «Non à l'intolérance» ou encore «Nous sommes tous Noirs».

A Naples au sud de l'Italie, près de 20 000 personnes pour la plupart originaires du Burkina Faso, du Ghana, du Nigeria, du Maroc, du Bangladesh et du Sénégal ont défilé pacifiquement et en musique.

A Bologne (centre), où 10 000 personnes ont défilé, une exposition de photos a voulu montrer les visages des «nouveaux Italiens», et à Trieste (nord-est) des groupes se sont formés pour effacer les graffitis racistes.

Le Point

01.03.2010

Par l'agence AFP

La première "journée sans immigrés" mobilise surtout à Paris et en Italie

La première "journée sans immigrés", un nouveau mode d'action consistant à se "retirer" de la vie économique pour montrer l'apport de l'immigration, a mobilisé lundi des centaines de personnes à Paris. De 12 à 14 heures, le parvis de l'hôtel de ville à Paris, a été la scène de débats, d'histoires familiales partagées, de musique, d'échanges entre plusieurs centaines de personnes d'horizons différents se reconnaissant dans un refus de stigmatisation de l'immigration.

Chefs d'entreprise et cadres d'origine étrangère, étudiants d'Europe de l'Est, militants du collectif "24 heures sans nous" ou collectifs de sans-papiers ont martelé leur "ras-le-bol de l'instrumentalisation politique de l'immigration". "Le message des citoyens qui sont ici est clair", résume Alexandre Mesin, jeune ingénieur venu en compagnie de sa femme Weiwei, née en France de parents chinois, "nous en avons marre d'entendre parler de l'immigration comme d'une menace et non comme une richesse". "La France ne serait rien sans ses immigrés", renchérit Rym Cherifa, 24 ans, styliste d'origine marocaine.

"Ce rassemblement réveille le vivre-ensemble."

Le collectif, lancé en juin dernier, a calqué l'idée de boycott économique (24 heures sans consommation et sans travailler) sur un vaste mouvement de protestation mené par les Latino-Américains aux États-Unis en 2006 contre la politique d'immigration. Le "déclic" de la quinzaine de personnes à l'origine du mouvement a été provoqué par les propos lancés par Brice Hortefeux à un jeune militant d'origine maghrébine lors de dernière université d'été de l'UMP.

De multiples initiatives en Italie

La date du 1er mars a été choisie, car elle marque le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), qui instaurait une immigration "choisie" sur des critères économiques.

"On nous demande aujourd'hui de quantifier notre action. Or il est nécessairement difficile de mesurer l'impact de notre appel à cesser de travailler ou de consommer pendant 24 heures", a expliqué à l'AFP Peggy Derder, vice-présidente du collectif. "Ce qui est certain, c'est que ce mouvement a eu un impact qualitatif sur la société française et a notamment contribué à changer le regard sur l'immigration". "Le collectif a le mérite d'avoir mis en relation des mondes qui s'ignoraient souvent", rappelle Nadia Lamarkbi, jeune journaliste franco-marocaine et présidente du collectif.

(suite →)

"Même si la démocratie participative est parfois difficile à gérer au quotidien!"

Soutenue par plusieurs syndicats et des associations comme la Cimade, le Gisti, le Réseau éducation sans frontières ou France Terre d'Asile, l'initiative a suscité des actions plus modestes en province, avec par exemple des rassemblements d'une centaine de personnes à Toulouse et sur le Vieux-Port de Marseille ou encore un "Freeze" à Lille.

"L'aventure ne fait que commencer. Nous espérons maintenant faire de cette journée un événement annuel et européen", explique Nadia Lamarkbi.

Plusieurs collectifs se sont déjà formés en Grèce, en Espagne ou en Italie. Dans ce pays, la journée a déjà été marquée lundi par de multiples initiatives, notamment une manifestation à Milan, une exposition de photos à Bologne sur les "nouveaux Italiens" ou à Trieste, des opérations de nettoyage de graffitis racistes.



24h SANS NOUS

Le Point
01.03.2010
Par Louise Cuneo

Un jour en France, sans immigrés

Imaginez. Un lundi où les métros seraient vides et les chantiers paralysés. Où les restaurants n'auraient plus de cuisiniers et les universités, plus de professeurs. Où les réunions de travail seraient désertées, où 10 % des entreprises n'auraient plus de patron. Impossible ? C'est pourtant ce qui se passerait si les immigrés et leurs descendants cessaient de travailler une journée.

C'est ce qu'avance le tout jeune collectif apolitique, " la journée sans immigrés ", à l'initiative de "24 heures sans nous", qui veut prouver que les immigrés ne sont pas un fardeau, mais une nécessité pour faire tourner le pays. Concrètement, l'association propose à tous ceux qui se sentent concernés de cesser le travail ce 1er mars, date du cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du Cesda (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile).

Autre mot d'ordre : ne rien consommer de toute la journée. Pas d'achat de pain, pas de séance de ciné, pas de dîner au restaurant... Pour ceux qui ne pourraient pas s'y astreindre, d'autres modes d'action sont suggérés comme par exemple participer entre midi et 14 heures au sit-in national devant les mairies ou encore porter un petit ruban jaune pour manifester sa solidarité. Plus de 65.000 "amis" ont déjà rejoint la page Facebook du collectif, une trentaine de comités locaux ont vu le jour.

5 millions d'immigrés en France

C'est en septembre dernier que le concept de "24 heures sans nous" mûrit au sein d'un groupe d'amis. Le "dérapiage" de Brice Hortefeux, au sujet d'un jeune militant UMP d'origine maghrébine, est la "bourde" de trop : ils décident alors de plaider pour un "droit à l'indifférence". Objectif : tenter d'enrayer la connotation péjorative que le terme "immigré" finit par prendre. "Les hommes politiques, de gauche comme de droite, ne sont pas sanctionnés après de telles déclarations. La banalisation de ces propos, qui divisent les Français, menace un "vivre ensemble" déjà fragile", s'indigne Nadir Dendoune, membre de l'association. Et de préciser : "On voudrait changer les mentalités."

Imaginons que l'engouement prenne. La France compte officiellement environ 5 millions d'immigrés, c'est-à-dire des personnes nées étrangères à l'étranger, et résidant en France. Si ces 8 % de la population cessaient toute activité, qu'elle soit professionnelle ou juste consumériste, ce sont des pans entiers de l'économie qui seraient bloqués : les personnes immigrées ou issues de l'immigration travaillent et consomment dans tous les secteurs. Une manière, selon l'association, de faire prendre conscience que l'immigration représente un enrichissement économique, mais aussi politique, social et culturel.

(suite →)

Certes, la manifestation n'a guère de chances de tourner à la grève générale mais l'événement se déroule aussi au-delà de nos frontières. L'Espagne, l'Italie et la Grèce sont également concernées. Outre-Atlantique, l'idée avait déjà fleuri il y a quatre ans. En mai 2006, le "grand boycott américain" avait vu entre 1 et 2 millions de manifestants dans les rues de Los Angeles, 200.000 à New-York, et plusieurs dizaines de milliers de personnes dans une dizaine d'autres villes américaines. Échaudé, le président Bush avait même pris la parole, exhortant les immigrés à ne pas boycotter. En France, les membres du collectif ont écrit à Nicolas Sarkozy pour que lui aussi prenne position. Et de l'inviter, en tant que fils d'immigré, à ne pas travailler le 1er mars...



24 h SANS NOUS

L'Express
01.03.2010
Par Noria Ait-Kheddache

A quoi sert la journée sans immigrés?

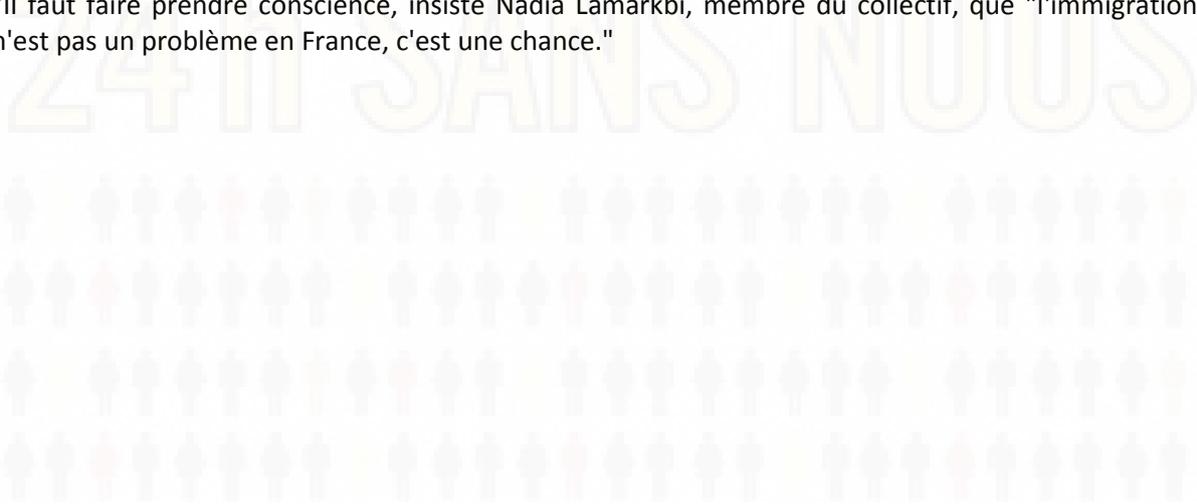
Les immigrés, enfants d'immigrés et sympathisants sont appelés à cesser de consommer et travailler ce lundi. Objectif: montrer que l'immigration n'est pas un problème mais une chance.

Et si les immigrés s'arrêtaient de travailler et de consommer durant un jour entier. Qu'est que cela donnerait? C'est pour démontrer leur place dans l'économie et la société que le collectif "24 heures sans nous", appelle à un boycott symbolique ce 1er mars.

Cette date a été choisie parce qu'elle marque le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), qui instaurait une immigration "choisie" sur des critères économiques.

Le mouvement a rapidement pris forme à partir du site internet du collectif et de facebook. Il sera suivi également en Espagne, en Grèce et en Italie, et selon les organisateurs, des collectifs semblables sont "en train de se former" en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas et en Suisse.

Le collectif "24 heures sans nous" dit ne pas avoir pris contact avec des mouvements trop politisés. "Il faut faire prendre conscience, insiste Nadia Lamarkbi, membre du collectif, que "l'immigration n'est pas un problème en France, c'est une chance."



L'Express

01.03.2010

Par Noria Ait-Kheddache

"L'idée de la journée sans immigrés est née des propos de Hortefeux"

Thomas Huet est membre du collectif "24 heures sans nous" qui organise ce 1er mars, une journée sans immigrés.

Comment est venue l'idée d'une "journée sans immigrés"?

L'élément déclencheur a été les propos de Brice Hortefeux sur les Auvergnats en septembre dernier. Comment un ministre de l'Intérieur peut-il tenir de tels propos? Excédée, une membre du collectif, Nadia Lamarkbi, a écrit sur sa page Facebook: "Marre de tous ces propos. Pourquoi pas organiser une "journée sans immigrés" à l'instar de ce que les Latinos ont fait en mai 2006? En cessant de consommer et de travailler pendant 24 heures, les immigrés prouveraient leur poids dans la société. Nadir et Peggy, deux autres citoyens, l'ont rejoint. L'engouement s'est propagé petit à petit sur la toile (plus de 72.000 membres sur la page Facebook nldr). Beaucoup se reconnaissent dans ce ras-le-bol de propos plus que désobligeants sur les immigrés. Il n'y a pas qu'Hortefeux. Frêche et les Noirs de l'équipe de France, Morano et la casquette, Walls et ses blancs...

Le 30 septembre dernier, avec plus de 3.000 membres sur la page Facebook du collectif, une réunion est organisée à la Bourse du Travail, qui décide de la création de notre mouvement. Plusieurs comités sont alors mis en place dans tout l'Hexagone. Des organismes comme la Cimade ou RESF nous ont apporté leur soutien. Des pays européens comme l'Espagne, l'Italie et la Grèce nous ont rejoint. Un groupe d'Allemands est même venu nous voir aujourd'hui, ils veulent organiser une "journée sans immigrés" dès l'année prochaine.

Pourquoi cette date du 1er mars?

Cette date est symbolique car elle marque les cinq ans de l'application du code d'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), qui instaure une "immigration choisie". Cette immigration voulue par le gouvernement est censée être basée sur des critères économiques, c'est pourquoi nous appelons les sympathisants à la cause à ne pas consommer ni travailler. L'immigration est une force dans notre pays, il y en a assez de ce discours plus que négatif. Plus qu'un fardeau, elle est une richesse pour la France. Ce n'est pas une conviction, mais une certitude, des travaux de sociologues et de scientifiques le prouvent.

Qu'attendez-vous de cette journée?

Cette journée est un rendez-vous citoyen à ceux qui voulaient bien le prendre. Notre but premier est d'interpeller la société et de rétablir un discours positif sur l'immigration. Le collectif n'est pas une association, ni une organisation. Les actions à mettre en oeuvre, les associations de défense des immigrés le font très bien. Nous souhaitons qu'il y ait une prise de conscience, un sursaut de la part des citoyens. Qu'on arrête de stigmatiser des populations. La France doit sa construction aux immigrés, c'est une chose que beaucoup ont l'air d'oublier. Il faut faire cesser les discriminations. Récemment, le chercheur Fabien Jobard a prouvé qu'un jeune au teint hâlé a 15 fois plus de probabilités de se faire contrôler par la police qu'une autre personne. Même en étant né ici, on reste "enfant d'immigrés" ou "issu de l'immigration" mais on n'est jamais un Français tout court.

Libération
01.03.2010
Par la rédaction

«Cette journée peut engendrer une prise de conscience»

TCHAT - Peggy Derder, vice-présidente du collectif «24 heures sans nous», qui organise ce lundi la journée sans immigrés a répondu à vos questions.

Rootsmanfly. Je trouve cette initiative intéressante, elle peut permettre aux gens de se rencontrer, d'échanger des points de vue. N'ayant pu participer à celle-ci, quelles seront vos actions dans le futur?

Peggy Derder. Effectivement, ces rassemblements que nous avons organisés à Paris, sur le parvis de l'Hôtel de ville, et devant les hôtels de ville des autres grandes villes de France, ont été l'occasion de rencontres, d'échanges, dans un esprit festif et de bonne humeur, c'est exactement la teinte que nous voulions donner à ces moments de rassemblement.

Quant à la suite à donner au mouvement, nous allons devoir faire le bilan de cette journée avec tous les comités régionaux, avec tous les comités européens. Tous ensemble, puisque nous sommes un collectif de citoyens, nous déciderons de la suite que nous voulons donner à ce mouvement, sachant que, aujourd'hui, c'est le début de quelque chose.

Tomy. Quelle est la première revendication de ce type de journée?

Notre particularité, c'est que nous n'avons pas de revendication au sens propre du terme. Nous souhaitons nous placer sur une problématique large, déclencher un changement de représentation, provoquer des prises de parole, des prises de conscience, sur la place et l'apport de l'immigration dans notre pays.

Olympe. Les immigrés se mobilisent-ils autour de votre projet? Savez-vous ce qu'ils en pensent?

Nous ne sommes pas simplement un collectif d'immigrés. Le mouvement est très fédérateur, il rassemble aussi bien des Français qui ne sont pas issus de l'immigration, que des immigrés, ou des descendants d'immigrés. Dans l'ensemble, quelles que soient les origines ou l'âge des personnes concernées, les témoignages nous disent que ce débat était nécessaire.

Tomy. Très bien. Qu'entendez-vous par immigrés? Ceux issus de familles d'immigrés, mais ayant la nationalité française, ou les immigrés travaillant en France avec leur nationalité?

On s'appelle «la Journée sans immigrés», mais c'est beaucoup plus large. On a voulu utiliser ce terme «immigré», mais pour mieux le réhabiliter, car lorsque l'on interroge l'immigration, c'est l'ensemble de la société française que l'on interroge.

Jean-Michel. Est-ce que vous ne craignez pas qu'on confonde cette initiative avec celle, légitime mais plus spécifique, des travailleurs sans-papiers?

Nous ne sommes pas un collectif de sans-papiers, notre mouvement est plus large. Mais, il interroge aussi la question des sans-papiers, puisque ces immigrés sans-papiers sont déniés, que leur place dans l'économie et leur participation à la croissance économique est méprisées. D'après les chiffres de l'ONU, l'Union européenne aura besoin, d'ici à 2025, de 159 millions d'immigrés, c'est pourquoi leur combat est légitime. Nous ne comprenons pas que leur place soit ainsi niée.

(suite →)

Jean-Michel. Est-ce qu'on connaît le taux d'activité des immigrés en France?

Les immigrés représentent 11,3% de la population active en 2007, ce sont des chiffres de l'OCDE. Bien entendu, encore fois, le mouvement ne concerne pas seulement les immigrés eux-mêmes, mais aussi les descendants d'immigrés, et les citoyens solidaires. En l'absence de statistiques ethniques, le poids économique des descendants d'immigrés n'est pas quantifiable.

Boa. Ne craignez-vous pas la récupération politique? Des politiques se sont-ils manifestés pour soutenir votre action?

Nous sommes un collectif de citoyens indépendants, le mouvement n'est pas partisan. Mais, avec la lumière médiatique qui s'est posée sur notre mouvement, certains partis politiques se sont intéressés à nous, sans que nous les sollicitions. Nous serons extrêmement vigilants à toute tentative de récupération, en particulier à l'approche des élections régionales. C'est ce que nous avons fait dans une mise au point, suite au communiqué de soutien du parti socialiste. Nous ne cherchons pas l'appui des partis politiques, l'implication dans notre mouvement est un engagement de citoyens à titre individuel.

Rootsman. Vous inscrivez-vous dans une démarche altermondialiste ?

Non.

Laamdo. Peggy, une journée en France sans immigrés au travail.. Tu imagines ce matin-là, ce que serait le pays? balayeurs, bureaux, comptables, traders...nettoyeurs, pêcheurs, gardes du corps, serveurs? Une France morte?

C'est exactement ça, puisque les immigrés et descendants d'immigrés, sont présents dans tous les secteurs économiques, aussi bien ceux qui ont été cités que, par exemple, les services des hôpitaux, des universités. 23% des immigrés sont employés dans les services domestiques. A l'heure où le risque de la dépendance, en particulier celui des personnes âgées, est mis en avant, c'est un chiffre percutant. C'est pourquoi, ce mot d'ordre de non-participation à la vie économique a une forte valeur symbolique, il peut engendrer une prise de conscience de l'impact économique de l'immigration dans notre pays.

Jean-michel. Ce mouvement existe-t-il ailleurs dans le monde? Avec quels résultats?

Nous nous sommes inspirés de l'initiative des latinos américains qui, le 1er mai 2006, avaient organisé un grand boycott économique, aux Etats-Unis, avec un très fort succès. Nous avons réadapté cette idée à la problématique française. Après avoir lancé cette initiative en France, nos voisins européens, en Grèce, en Italie, en Espagne, nous ont emboîté le pas en organisant aujourd'hui, une Journée sans immigrés, «24 heures sans nous» dans leur pays respectif.

Rootsman. Quelles sont les actions pour le reste de la journée ?

Les rassemblements ont eu lieu de midi à 14 heures, devant les hôtels de ville des grandes de France.

Tomy. Quelles retombées attendez-vous de cette journée?

C'est difficile à prévoir...

Didi. Pourquoi un ruban jaune ?

Le ruban jaune, c'était un signe de ralliement et de solidarité parce que certaines personnes, qui ne pouvaient pas être présentes sur les lieux de rassemblement, souhaitaient manifester auprès de leur entourage leur implication et leur solidarité à ce mouvement. L'idée est venue de nos adhérents et sympathisants.

Marianne
01.03.2010
Par Philippe Cohen

Après la journée sans immigrants, l'année sans multinationales ?

C'était aujourd'hui la journée sans immigrants, organisée pour protester contre la xénophobie sournoise qui sévirait en France, expliquent les initiateurs. Au même moment, un sondage Gallup nous apprend que 700 millions de personnes rêvent d'émigrer, et une étude italienne nous enseigne que 72% des jeunes Italiens entre 18 et 30 ans sont restés chez Papa-Maman. Au secours!

L'actualité provoque parfois des coïncidences étonnantes. Ainsi de ce 1^{er} mars, journée sans immigrants. Vous en avez peut-être entendu parler, mais un prof, Peggy Derder, (32 ans) et deux journalistes (Nadir Dendoune et Nadia Lamarkbi, 37 et 35 ans), ont lancé cet appel qui a connu un succès certain puisque 65 000 personnes ont rejoint leur groupe sur Facebook.

Le message de ces trois jeunes adultes est simple : si les descendants d'immigrés s'abstenaient de travailler et de consommer une journée, la France s'arrêterait de tourner.

Le mot d'ordre est généreux, mais il reste essentiellement symbolique : une grève d'immigrés est difficilement imaginable et ce, dans aucun pays du monde. Pour une raison simple : surexploités, en grande difficulté pour se mettre en règle, confrontés à une administration qui ne leur est pas familière dans une langue que bien souvent ils ne connaissent pas, les immigrants - surtout les plus récents - ne sont pas souvent en position de faire grève. Les consommateurs français seraient mieux à même d'agir. Mais la grève des caddies n'est pas une tradition européenne...

Ce même 1^{er} mars, on apprenait une autre information, grâce au site Slate.fr : selon un sondage mondial de l'institut Gallup, 700 millions de personnes, surtout des jeunes, souhaiteraient quitter leur pays en espérant qu'une vie meilleure se trouve ailleurs. Selon les auteurs de l'étude, c'est l'insécurité et non la misère qui serait devenue le premier facteur d'émigration.

Pour faire bonne mesure, ajoutons une troisième info : chez nos voisins transalpins, une enquête récente montrait que 72% des moins de trente ans vivaient encore chez leurs parents. Ces Tanguy transalpins, comme les appelle une blogueuse, avocate française installée à Pérouse, occasionnent périodiquement des procès avec leurs parents qui aimeraient mieux voyager que les entretenir.

Des millions de réfugiés du chômage ?

En France et en Allemagne la proportion de Tanguy est encore voisine de 50% (54% en France pour les 20-30 ans). On peut penser que c'est par amour filial, mais ce n'est pas sûr. Si les jeunes restent chez leurs parents, c'est bien qu'ils n'ont pas les moyens de faire autrement, à cause, notamment, de la cherté des logements dans les villes et de la précarité de leurs conditions de travail. Mais puisque le sondage Gallup est mondial, les jeunes Européens font partie du panel.

Eux aussi auraient donc envie de partir. Pour fuir enfin le cocon familial ? Pour trouver du travail ? Ou simplement, parce que l'avenir est ailleurs pour cette génération ? Mais un jeune Européen a-t-il plus de chances de trouver un job en Chine qu'un jeune Malien ou un jeune Mexicain de se faire embaucher en Europe ? A écouter le témoignage d'un fonctionnaire français en poste à Shanghai, ce n'est pas sûr : on trouve sur place quelques diplômés d'écoles de commerce, mais aussi des pauvres

hères clocharisés qui, en dernier recours, frappent à la porte du Consulat. Ce sont des réfugiés du chômage dans leur propre pays. Une nouvelle catégorie promise à un bel avenir. A moins que jeunes et immigrés se décident à faire ensemble une journée, (que dis-je une année) sans multinationales. Mondiale bien sûr...

MISE A JOUR

Pierre Lafrance, militant de Resf (Réseau Education sans frontières), me fait remarquer qu'il y a bien une grève de 6000 travailleurs sans papiers qui dure depuis plus de quatre mois et demi dans la région parisienne, grève soutenue par les syndicats CGT, CFDT, FSU, Union Syndicale Solidaires UNSA, et les associations Ligue des droits de l'Homme(LDH) la Cimade Droits devant Autre Monde, Femmes Egalité, RESF.

Je lui donne volontiers acte que je me suis sans doute trop avancé en écrivant qu'une grève était inimaginable. En fait, je ne parlais pas des luttes de sans papiers dont on connaît bien l'existence, mais d'un éventuel mouvement que peut générer un appel comme celui de la journée sans immigrés.



24h SANS NOUS

Metro

01.03.2010

Par Hamza Hizzir

Première ce lundi pour "la journée sans immigrés"

Les immigrés et enfants d'immigrés sont appelés ce lundi à ne pas travailler et/ou consommer pendant 24 heures.

"Le mot immigré est presque devenu une insulte. Nous disons : ras-le-bol." C'est ainsi que Nadir Dendoune, l'un des organisateurs de "la journée sans immigrés", a justifié l'initiative devant la presse, à l'Assemblée nationale fin février. Cette journée de mobilisation, lancée par le collectif "24h sans nous", a lieu ce lundi 1er mars en France, en Italie et en Grèce, pour "démontrer l'apport indispensable de l'immigration" dans l'économie de ces pays.

En France, le mouvement est né des propos de Brice Hortefeux, qui avait déclaré lors de l'université d'été des jeunes de l'UMP à Seignosse : "Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes", alors qu'il prenait la pose avec un jeune issu de l'immigration.

Dérapages verbaux

Nadine Morano, la secrétaire d'Etat à la Famille, lui avait pour ainsi dire emboîté le pas le 15 décembre dernier en donnant une définition ambiguë du musulman idéal : "Moi, ce que je veux du jeune musulman, quand il est français, c'est qu'il aime son pays, c'est qu'il trouve un travail, c'est qu'il ne parle pas le verlan, qu'il ne mette pas sa casquette à l'envers. Des déclarations sulfureuses tenues par des représentants de l'Etat alors que le débat sur l'identité nationale voulu par le président de la République provoquait déjà de nombreux dérapages verbaux.

Application concrète

Même si cette journée de grève se veut avant tout symbolique, elle a vertu à exprimer l'exaspération de toute une génération d'immigrés et d'enfants d'immigrés qui se disent victimes de propos toujours plus stigmatisants dans le discours des politiques. Le collectif les invite donc "à cesser de consommer et/ou travailler" durant 24 heures. Le groupe Facebook français dédié au mouvement compte plus de 70 000 membres. Reste à voir son application concrète et son impact réel sur l'économie.

Cette initiative est inspirée de ce qui s'est passé aux Etats-Unis en 2006. Une loi criminalisant le travail clandestin avait provoqué des manifestations massives de centaines de milliers de travailleurs hispaniques qui étaient parvenus à paralyser les grandes villes du pays et à obtenir le retrait du texte. La "journée sans immigrés", elle, se considère comme apolitique et espère seulement démontrer "la nécessité de la participation des immigrés à la vie de la cité".

Nouvel Obs

01.03.2010

Par Noria Ait-Kheddache

Les immigrés veulent faire valoir leurs droits

Ce lundi a été décrété "Journée sans immigrés" par le collectif "24 heures sans nous" qui appelle à cesser de consommer et travailler.

Le collectif "24 heures sans nous" appelle à faire de ce lundi 1er mars une "journée sans immigrés". Il s'agit ainsi de mettre en avant le poids économique des immigrés dans la société, un événement qui donnera notamment lieu à une manifestation sur le parvis de la mairie de Paris et pourrait aussi être suivie dans d'autres pays européens.

Le collectif, qui se présente comme un "mouvement citoyen", convie "les immigrés, enfants d'immigrés et les citoyens conscients de l'apport de l'immigration en France" à cesser de "consommer et/ou travailler" ce jour-là, à arborer un ruban jaune en signe de solidarité et à participer à des rassemblements entre 12h et 14h. L'idée de ce boycott symbolique de l'économie est née d'un "ras-le-bol de la stigmatisation" des immigrés qui s'est cristallisé après la petite phrase de Brice Hortefeux à propos d'un jeune militant maghrébin à l'université d'été de l'UMP : "il en faut toujours un. Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes".

"Logique de stigmatisation"

Une des initiatrices de "la journée sans immigrés", Nadia Lamarkbi, explique que le collectif s'est inspiré du mouvement de protestation mené par les Latinos-Américains aux Etats-Unis en 2006 contre la politique d'immigration. La date du 1er mars marque le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile (CESEDA), qui instaurait une immigration "choisie" sur des critères économiques. Rapidement, le mouvement a pris forme à partir du site internet du collectif et de Facebook. Il sera suivi également en Espagne, en Grèce et en Italie, et selon les organisateurs, des collectifs semblables sont "en train de se former" en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas et en Suisse. Le collectif évoque une "logique de stigmatisation en marche dans plusieurs pays", de sorte qu'il envisage de "mettre en place une structure pour se faire entendre au niveau européen". A Paris, un rassemblement est prévu sur le parvis de l'hôtel de Ville, de même qu'à Reims, Amiens, Lyon.

"L'immigration, c'est une chance"

En Italie, des manifestations sont notamment prévues à Milan, Rome et Naples. Egalement, une rencontre à Rosarno (Calabre), qui fut en janvier le théâtre d'affrontements violents entre habitants et saisonniers africains. En Grèce, le collectif est né il y a seulement cinq semaines. Il n'appelle cependant pas à faire grève "parce que les grévistes perdraient automatiquement leur emploi". Il incite toutefois à ne "rien dépenser" ce jour-là.

(suite →)

La Cimade, France Terre d'Asile, Réseau Education sans Frontières, ou encore l'association des travailleurs portugais en France, ont apporté leur soutien au collectif "24 heures sans nous". A l'instar de quelques syndicats comme la CFDT et la FSU. Il dit ne pas avoir pris contact avec des mouvements trop politisés, tenant à son rôle de "mouvement citoyen", apolitique, militant pour la "reconnaissance de la dignité de chacun, avec ou sans -papiers". Il faut faire prendre conscience, insiste Nadia Lamarkbi, que "l'immigration n'est pas un problème en France, c'est une chance".



Paris Match
01.03.2010
Par Marie Desnos

Que serait la France sans immigrés ?

Ce lundi, en France, tous les immigrés sont invités à cesser le travail et à ne rien consommer. Ceci afin de démontrer leur impact sur la société et de pointer du doigt les dérives racistes croissantes, selon le collectif à l'origine de cette initiative.

Pas une grève, mais une journée à valeur de test. Ce lundi 1er mars, jour du cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du Ceseda (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, plus communément appelé le code des étrangers), le collectif «La journée sans immigrés – 24 heures sans nous» organise un événement insolite : une journée sans immigré. Le principe ? Que tous les immigrés, descendants d'immigrés ou autres citoyens se sentant concerné par leur cause cessent le travail, et/ou ne consomment rien de la journée (ne fassent pas d'achat, ni même de sortie telle qu'au restaurant ou au cinéma). L'objectif ? Démontrer l'apport de l'immigration à la prospérité du pays.

Ce collectif a été fondé à l'automne dernier par un groupe d'anonymes lassé de l'image négative que renvoie de plus en plus le mot «immigré». L'élément déclencheur de leur ras-le-bol a plus précisément été la «bourde» de Brice Hortefeux à l'égard d'un jeune militant UMP d'origine maghrébine. Sur le campus d'été des Jeunes UMP, à Seignosse (Landes), le ministre de l'Immigration avait lancé : «Il en faut toujours un. Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes.» Une «plaisanterie» qui avait malheureusement pour le ministre été filmée, et avait rapidement fait le tour de la Toile.

72 000 amis sur Facebook

«On constate depuis une quinzaine d'années que les propos xénophobes, ainsi qu'une certaine stigmatisation à l'encontre des populations dites "immigrées", ne sont plus uniquement l'apanage de l'extrême-droite. Les dérapages des hommes politiques, de droite comme de gauche, d'Hortefeux à Frêche, sont de plus en plus banalisés, et ce, au plus haut sommet de l'Etat», expliquait récemment Nadir Dendoune, l'un des fondateurs de l'association qui se revendique indépendante et apolitique. «Notre but est de montrer que l'immigration n'est pas un problème mais une richesse. Pas une simple force économique, mais aussi une force culturelle», poursuivait-il à propos de l'action «24 heures sans nous».

Sur Facebook, le collectif a déjà près de 72 000 «amis», et 17 comités régionaux se sont créés, comme à Saint-Etienne, Montpellier, Bordeaux, Toulouse, Orléans, Cergy-Pontoise ou encore Strasbourg... Des sit-in sont organisés entre midi et 14 heures devant ces mairies et bien d'autres. Pour ceux qui ne pourraient se permettre de participer à ce débrayage, ou à ces rassemblements, ils peuvent aussi simplement porter un petit ruban jaune pour manifester leur solidarité. L'action se propage également hors de nos frontières : le 1er mars sera aussi une Journée sans immigrés en Italie, en Espagne et en Grèce.

(suite →)

11,3% de la population active occupée

La France, contrairement à d'autres pays comme l'Espagne ou la Grande-Bretagne, n'a jamais mesuré le poids économique de l'immigration. Avec environ 5 millions d'immigrés, soit 8 % de la population, selon les chiffres officiels, elle occupe pourtant à n'en pas douter une place importante. Selon le dernier recensement de l'Insee, en 2007, 2,4 millions d'immigrés résidant en France métropolitaine déclaraient travailler ou se trouver au chômage : ils représentaient ainsi 8,6 % des actifs. Si l'on s'en tient à la seule population active occupée (hors chômeurs), leur part se maintient même à un niveau plus élevé : à 11,3 % en 2007, selon les statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Les immigrés sont particulièrement présents dans des secteurs comme les services domestiques et l'hôtellerie-restauration, où ils représentent plus de 20 % de la main-d'œuvre, mais leur nombre est en augmentation dans d'autres secteurs tels que l'informatique (17,4 %) ou les services aux entreprises (16,5 %). Si cette opération est largement suivie, ce que le collectif espère, la France risque donc de subir un net ralentissement économique. Verdict ce soir ou demain quand le collectif aura tiré les conclusions de cette action.



24h SANS NOUS

RFI - Accents d'Europe

01.03.2010

Par Catherine Potet et Amélie Poinso

La journée sans immigrés

En France, en Italie, en Espagne et en Grèce, des collectifs associatifs font de ce 1er mars une « journée sans immigrés », pour montrer que les travailleurs immigrés sont indispensables au bon fonctionnement des économies nationales.

En France, les travailleurs immigrés sont particulièrement nombreux dans le bâtiment et dans le domaine du nettoyage... Catherine Potet s'est rendu à Montreuil, dans une société de nettoyage qui fonctionne presque exclusivement avec des travailleurs immigrés, qu'ils soient africains ou originaire de l'ex-Yougoslavie.

En Grèce, plus de 70% des personnes employées dans le secteur domestique (garde d'enfants, ménages, assistance pour retraités, personnes handicapées etc.) sont des femmes étrangères. Une main d'œuvre qui pallie en fait la faiblesse de l'Etat et permet aux femmes grecques de travailler.

Pour en savoir plus :

- en France : www.la-journee-sans-immigres.org
- en Italie : www.primomarzo2010.it
- en Espagne 1demarzo-todosumamos.blogspot.com
- en Grèce : protimartiou2010.blogspot.com

Rue89

01.03.2010

Par Chloé Leprince

Journée sans immigrés : pas de paralysie, mais succès symbolique

Certes, on ne peut pas dire que la première Journée sans immigrés, inspirée du Great American Boycott de 2006, ait franchement paralysé le pays. Ni même Paris, où la mobilisation a, de loin, été la plus forte. Pas de métro en panne, pas de restos engorgés, ni d'agences bancaires dépeuplées.

Ou de rédaction au ralenti, pour prendre l'exemple de Rue89. Alors qu'avec un Français sur quatre descendant de grands-parents étrangers, plus les immigrés plus récemment arrivés sur le territoire, le mot d'ordre brassait large.

Refuser l'instrumentalisation politique de l'immigration

N'empêche : ce lundi midi, devant le parvis de l'Hôtel-de-Ville, à Paris, plusieurs centaines de personnes (ils étaient jusqu'à 2 000 à 2 500, selon les organisateurs) se sont rassemblées pour refuser l'instrumentalisation politique de l'immigration.

Parmi eux, des horizons plus que divers, de la quadra maghrébine bobo à l'étudiante d'origine italienne en passant par des collectifs de sans-papiers, nombreux.

Le 7 février, les membres du collectif 24 heures sans nous s'étaient déjà réunis place du Panthéon, à Paris. L'occasion d'une séance photo, et de se poser la question : « Pourquoi le 1er mars, ce sera sans vous ? » Derrière les réponses, des histoires personnelles et des histoires d'engagement.

Ce lundi, il y a quelques couacs : des élus bardés de leur écharpe tricolore voire d'un panneau socialiste, là où l'appel se voulait apolitique par peur de la récupération. Et le gros des sans-papiers qui se tenait à distance.

Mais, si l'on juge, comme beaucoup, que la portée de cette première journée en France était avant tout symbolique, l'opération est un succès. Médias présents en masse, discours efficace mais ciselé, brassage social...

Les trois initiateurs et, derrière eux, tout le collectif, ont fait exister une vérité toute simple : la France et ses immigrés, de toutes générations, partagent une seule histoire. Ce qui n'est déjà pas mal.

Respect Mag
01.03.2010
Par Maral Amiri

Une journée sans immigrés

Lundi 1 mars, c'est la "Journée sans immigrés"! Chaque citoyen est invité à se retirer de la vie économique. Explications.

A Paris, Grenoble, Nantes, Rennes, Lyon, Marseille... et dans toute la France, chaque citoyen - immigré, descendant d'immigrés et quiconque se sent solidaire - est appelé à se retirer de la vie économique le 1er mars 2010. Rendez-vous devant les mairies de 12h à 14h pour un rassemblement ci-toy-en!

Le collectif "La journée sans immigrés – 24 heures sans nous" est né d'un ras le bol: celui d'entendre à tout va que l'immigration est un problème, de voir les politiques utiliser les immigrés comme des boucs émissaires en période de crise économique et d'élection. "On constate depuis une quinzaine d'années que les propos xénophobes, ainsi qu'une certaine stigmatisation à l'encontre des populations dites "immigrées", ne sont plus uniquement l'apanage de l'extrême-droite. Les dérapages des hommes politiques, de droite comme de gauche, d'Hortefeux à Frêche, sont de plus en plus banalisés, et ce, au plus haut sommet de l'Etat", expliquait récemment Nadir Dendoune, porte-parole de l'association.

Cette dernière, indépendante et apolitique, invite tout le monde à cesser de consommer, de travailler ou de produire, pour marquer la nécessité de la participation des immigrés et des français issus de l'immigration à la vie de la cité. "Notre but est de montrer que l'immigration n'est pas un problème mais une richesse. Pas une simple force économique, mais aussi une force culturelle".

Lancée via Internet à l'automne 2009, l'initiative séduit plus de 65 000 personnes sur Facebook. 17 comités régionaux se sont créés (Saint-Etienne, Montpellier, Bordeaux, Toulouse, Strasbourg...) rejoints par de nombreux chercheurs, politiques, syndicats ou encore par le Réseau éducation sans frontières.

L'action se propage également hors de nos frontières: le 1er mars sera aussi une Journée sans immigrés en Italie et en Espagne!

L'Expansion
02.03.2010
Par Laura Raim

Le vrai rôle de l'immigration dans l'économie française

Le collectif "24 heures sans nous" a appelé lundi à faire du 1er mars une "journée sans immigrés" pour démontrer leur place dans l'économie du pays d'accueil. L'Expansion.com fait le point sur le rôle des actifs immigrés en France.

Le collectif "24 heures sans nous" a voulu démontrer la place des immigrés dans l'économie française. Une place difficile à quantifier car les économistes ne s'aventurent guère à dresser un bilan comptable des coûts et bénéfices...L'Expansion.com fait le point sur le rôle économique que peut jouer l'immigration.

Y a-t-il beaucoup d'immigrés actifs en France ?

Relativement peu. Rappelons d'abord la définition : un immigré est une personne née à l'étranger et de nationalité étrangère à la naissance. 40 % des immigrés ont été naturalisés et sont donc devenus français. Depuis 1974, avec le choc pétrolier et le ralentissement économique, le gouvernement restreint l'immigration au regroupement familial et aux demandes spécifiques émanant d'employeurs. Ainsi, en pourcentage de la population, il y a beaucoup moins d'immigrés en France qu'aux Etats-Unis, au Canada, en Suède, en Allemagne ou au Royaume-Uni ou même en Espagne ou en Grèce. En 2007, la France compte 2,4 millions d'actifs immigrés, soit 8,6 % des actifs.

Qui sont les immigrés en France ?

Depuis 1974, les personnes en provenance d'Europe sont moins nombreux que celles du Maghreb, tandis que la part des originaires d'Asie et d'Afrique subsaharienne s'accroît fortement. Par rapport aux salariés nés en France, les salariés immigrés sont plus souvent ouvriers, moins présents dans l'administration et davantage dans la construction, pour les hommes, et les services aux particuliers, notamment aux personnes âgées, pour les femmes.

Quels sont les effets de l'immigration sur l'économie ?

Comme le soulignait le collectif, l'arrivée d'immigrés contribue à la croissance d'un pays. "Elle accroît la demande de biens et de services. Les entreprises vont faire face à cette demande nouvelle et accroître en conséquence leur demande de travail", explique un rapport du ministère de l'économie. L'immigration joue aussi sur le marché du travail. C'est d'ailleurs cet aspect qui suscite le plus de craintes chez les autochtones. De fait, l'arrivée de migrants non qualifiés peut légèrement augmenter le chômage ou peser sur les salaires des travailleurs soumis à la concurrence des immigrés. Mais "l'effet est globalement positif, relativise Gérard Cornilleau, économiste à l'OFCE. La baisse du coût du travail étant bénéfique à l'employeur, mais aussi au consommateur, via les baisses des prix". Enfin, l'immigration affecte la structure industrielle d'un pays. "Un pays qui a accès à une main-d'œuvre abondante peu chère investira moins dans des technologies coûteuses, explique Christian Dustmann, professeur d'économie à University College London. L'industrie du vin en Australie est plus intensive en capital qu'en Californie, qui a recours à la main-d'œuvre d'immigrants mexicains." De même, la présence d'une main-d'œuvre peu chère dans un pays permet d'éviter les délocalisations.

(suite →)

L'économie française a-t-elle besoin d'immigrés ?

Pas du point de vue démographique : la France a la plus forte natalité des pays de l'UE. C'est pourquoi le vieillissement démographique "ne devrait pas engendrer de besoins globaux de main-d'œuvre", explique Yves Chassard dans un article du Centre d'Analyse Stratégique, d'autant plus qu'il "sera possible de compenser la légère baisse de la population en âge de travailler par une hausse des taux d'activité".

En ce qui concerne l'emploi, il est difficile d'imaginer qu'il faille importer des travailleurs supplémentaires, alors que 5 millions de personnes sont au chômage ou en sous-emploi. Pourtant, certaines entreprises ont beaucoup de mal à recruter, du fait de conditions de travail difficiles ou de rémunérations peu attractives. C'est en particulier le cas dans les métiers du bâtiment, de la mécanique, de la restauration ou encore dans le secteur hospitalier. Ainsi, "accepter les emplois dont les autochtones ne veulent pas" serait la fonction principale des immigrés, résume Gérard Cornilleau. "Ils apportent de la flexibilité au marché du travail."

Mais à plus long terme, c'est aussi une immigration qualifiée, voire très qualifiée qui sera recherchée, selon Yves Chassard : informaticiens, cadres commerciaux et technico-commerciaux, dirigeants d'entreprise, enseignants... D'où la mise en place récente de programmes pour attirer les étudiants étrangers et assouplir leurs conditions de travail.

Les immigrés représentent-ils un coût pour les finances publiques?

Les immigrants sont souvent perçus comme une charge pour l'État-providence. De fait, les immigrés représentent 16 % des chômeurs, alors qu'ils ne constituent que 9 % de la population active, selon l'INSEE. Car non seulement "ils sont moins qualifiés, mais en plus ils souffrent de discrimination à l'emploi", explique Gérard Cornilleau. Une meilleure intégration des immigrants améliorerait donc les finances publiques."

Si leur taux élevé de chômage représente un coût pour l'Etat, "leur pyramide des âges est plutôt favorable aux finances publiques, rappelle l'économiste de l'OFCE : il s'agit souvent de personnes jeunes et en âge de travailler. Ils vont donc payer des impôts alors que leur éducation n'aura pas été à la charge de l'Etat". En fin de compte, "l'effet budgétaire net semble assez réduit", concluait le premier rapport annuel de la Commission européenne sur la migration et l'intégration.

Le Nouvel Obs
02.03.2010
Par la rédaction

La journée sans immigrés a mobilisé à Paris

Des centaines de personnes se sont rassemblées lors de la journée d'action consistant à se "retirer" de la vie économique pour montrer l'apport de l'immigration.

La première "journée sans immigrés", un nouveau mode d'action consistant à se "retirer" de la vie économique pour montrer l'apport de l'immigration, a mobilisé lundi 1er mars des centaines de personnes à Paris. De nombreuses actions ont également été lancées en Italie.

De 12h à 14h, le parvis de l'hôtel de ville à Paris, a été le théâtre de débats, d'histoires familiales partagées, de musique, d'échanges entre plusieurs centaines de personnes d'horizons différents se reconnaissant dans un refus de stigmatisation de l'immigration.

Chefs d'entreprise et cadres d'origine étrangère, étudiants d'Europe de l'Est, militants du collectif "24h sans nous" ou collectifs de sans-papiers ont martelé leur "ras-le-bol de l'instrumentalisation politique de l'immigration".

"Le message des citoyens qui sont ici est clair", résume Alexandre Mesin, jeune ingénieur venu en compagnie de sa femme Weiwei, née en France de parents chinois, "nous en avons marre d'entendre parler de l'immigration comme d'une menace et non comme une richesse".

"La France ne serait rien sans ses immigrés", renchérit Rym Cherifa, 24 ans, styliste d'origine marocaine.

Le déclic : les propos d'Hortefeux

Le collectif, lancé en juin dernier, a calqué l'idée de boycott économique (24h sans consommation et sans travailler) sur un vaste mouvement de protestation mené par les Latinos-Américains aux Etats-Unis en 2006 contre la politique d'immigration.

Le "déclic" de la quinzaine de personnes à l'origine du mouvement a été provoqué par les propos lancés par Brice Hortefeux à un jeune militant d'origine maghrébine lors de dernière université d'été de l'UMP.

La date du 1er mars a été choisie car elle marque le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), qui instaurait une immigration "choisie" sur des critères économiques.

"On nous demande aujourd'hui de quantifier notre action, or il est nécessairement difficile de mesurer l'impact de notre appel à cesser de travailler ou de consommer pendant 24h", a expliqué à l'AFP Peggy Derder, vice-présidente du collectif. "Ce qui est certain, c'est que ce mouvement a notamment contribué à changer le regard sur l'immigration".

(suite →)

Moins d'actions en province

"Le collectif a le mérite d'avoir mis en relation des mondes qui s'ignoraient souvent", rappelle Nadia Lamarkbi, jeune journaliste franco-marocaine et présidente du collectif".

Soutenue par plusieurs syndicats et des associations comme la Cimade, le Gisti, le Réseau éducation sans frontières ou France Terre d'Asile, l'initiative a suscité des actions plus modestes en province, avec par exemple des rassemblements d'une centaine de personnes à Toulouse et sur le Vieux-Port de Marseille ou encore un "Freeze" à Lille.

"L'aventure ne fait que commencer. Nous espérons maintenant faire de cette journée un évènement annuel et européen", explique Nadia Lamarkbi.

Plusieurs collectifs se sont déjà formés en Grèce, en Espagne ou en Italie.

A Rome, un millier de personnes ont défilé derrière des banderoles disant "Non à l'intolérance" ou encore "Nous sommes tous Noirs".

A Naples (sud), près de 20.000 personnes pour la plupart originaires du Burkina Faso, du Ghana, du Nigeria, du Maroc, du Bangladesh et du Sénégal ont défilé pacifiquement et en musique.

A Bologne (centre), où 10.000 personnes ont défilé, une exposition de photos a voulu montrer les visages des "nouveaux Italiens", et à Trieste (nord-est) des groupes se sont formés pour effacer les graffitis racistes.



24 h SANS NOUS



France 3
02.03.2010
Par Carole Belingard

Paris: la journée sans immigrés

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées sur le parvis de l'Hôtel de Ville.

"24 heures sans nous", est le nom d'une opération organisée par un collectif d'immigrés ou de descendants d'immigrés. Ces derniers ont appelé les immigrés à cesser le travail et à cesser de consommer le 1er mars. Des centaines de personnes se sont rassemblées devant l'Hôtel de Ville de Paris.

Ce rassemblement a donné lieu à une série de débats et d'échanges.

Les immigrés, souhaitant participer à cette opération, étaient invités à porter un brassard jaune.

"Le but de cette journée est de dénoncer la stigmatisation récurrente de l'immigration. La France ne peut pas fonctionner sans ses immigrés", a déclaré la vice-présidente du collectif, Péguy Derder. L'idée aussi, selon le collectif, est d'arrêter de stigmatiser l'immigration mais d'en parler comme une richesse.

Le concept d'une journée sans immigrés vient des Etats-Unis. En 2006, la communauté Latino avait alors voulu protester contre la politique d'immigration.

A noter que plusieurs collectifs de ce type se sont montés dans d'autres pays européens, en Italie, en Espagne ou encore en Grèce.

Cyberpresse.ca

02.03.2010

Par Marc Thibodeau, Agence France-Presse

Une journée sans immigrés en France

Ils «font tout» en France, tous ces petits boulots précaires à bas salaire dont personne ne veut. Et ils en ont marre de se faire dire que le pays pourrait se passer d'eux. Hier, les immigrés en France ont choisi de chômer pour sensibiliser la population à leur cause.

Des milliers de personnes ont suspendu leur travail ou leurs achats en France, hier, à l'occasion d'une «journée sans immigrés» qui vise à contrer «la logique de stigmatisation en marche» dans le pays.

Les participants à cette journée de boycottage symbolique de l'économie se sont réunis sur la place publique dans une demi-douzaine de villes pour faire entendre leurs préoccupations.

C'était le cas notamment à Paris, où plusieurs centaines de personnes ont convergé en milieu de journée vers l'hôtel de ville sous le regard attentif des forces antiémeute.

«C'est nous qui faisons tout, ici. Dans le bâtiment, pour un petit salaire. Dans l'entretien ménager, pour un petit salaire aussi», souligne Mamadou Fidibé, ressortissant malien qui se dit menacé d'expulsion par les autorités.

«Ça fait neuf ans que je suis en France. Qu'est-ce que je vais faire si je retourne en Afrique?» demande l'homme de 33 ans. Selon lui, les trois quarts des Français n'apprécient pas les immigrés.

Anne, une militante qui vient en aide aux immigrés, est venue manifester parce qu'elle s'inquiète du durcissement des mesures gouvernementales.

«Que ce soit pour les papiers ou le travail, les immigrés rencontrent de plus en plus d'obstacles. Et ça semble être une tendance européenne», souligne-t-elle, en évoquant les risques de dérapage. «On a vu des actions violentes en Espagne et en Italie contre des immigrés. J'espère qu'on n'en arrivera pas là.»

Un début

La journée a été organisée par un collectif d'immigrés, d'enfants d'immigrés et de citoyens «conscients de l'importance de l'immigration en France». Tous se disent outrés par les dérapages d'élus et la tournure du débat sur l'identité nationale.

«Il nous a semblé qu'il était peut-être temps de dire stop», souligne en entrevue l'un des instigateurs du mouvement, Luc Ngwé, qui vit en France depuis une vingtaine d'années.

Le militant d'origine camerounaise déplore que «les immigrés et leurs enfants ne soient toujours pas considérés comme des citoyens à part entière» et s'inquiète de l'émergence d'un véritable clivage avec le reste de la population.

(suite →)

Plusieurs associations antiracisme ont appuyé la journée d'action lancée par le collectif, qui compte près de 70 000 membres sur son site Facebook.

«Nous sommes au début d'un grand engagement. Ça ne va pas s'arrêter là», a déclaré M. Ngwé, qui se réjouit de placer la question de l'importance de l'apport des immigrants au cœur de l'actualité.

L'initiative, qui s'inspire d'une journée de mobilisation tenue par la communauté latino-américaine aux États-Unis, en 2006, suscite en ligne beaucoup de commentaires d'appui et quelques dénominations virulentes. Un internaute, dénommé Nicolas, accuse sur Facebook les membres du collectif d'être des «racistes qui crachent sur la France».

Le Bloc identitaire, formation d'extrême droite, a ironiquement proposé de partager avec le collectif son «savoir-faire» en matière de mobilisation populaire. L'offre, soulignent ses dirigeants, vise à souligner que «ce rêve d'une France sans immigrants, devenu réalité un jour de l'année, est réalisable 365 jours par an».



24 h SANS NOUS

Politis

04.03.2010

Par Clémentine Cirillo-Allahsa

Journée sans immigrés : « Nous faisons partie de ce pays »

Le 1er mars, un collectif appelait à une « journée sans immigrés » dans l'économie française pour dénoncer la vision utilitariste qui leur est attachée.

Démontrer par leur absence la nécessité de leur présence. Pendant 24 heures, le 1er mars, les initiateurs de « la journée sans immigrés » espéraient réveiller opinion publique et politiques en appelant immigrés, descendants d'immigrés, résidents ou français, à disparaître de l'économie française. Ne pas consommer et, si possible, ne pas aller travailler. Pour voir.

Sur le parvis entre la station de métro et les étals du marché de Barbès, ce samedi-là, Soraya, « une 2e génération » comme on dit, distribue des tracts aux passants matinaux. Dans le mouvement incessant de la foule, elle interpelle avec entrain : « Lundi 1er mars, ce sera sans nous ! » Regards curieux, elle essuie peu de refus. « Les gens trouvent l'idée très drôle, c'est une sorte de nouveau militantisme, ça leur plaît. »

S'inspirant d'une initiative similaire organisée aux États-Unis en 2006, le collectif de « la journée sans immigrés » s'est constitué en réaction aux dérapages de Brice Hortefeux à la dernière université d'été des Jeunes UMP [1]. Des propos inacceptables jamais sanctionnés. Les regards mauvais, les préjugés au quotidien, « c'est difficile !, déclare la jeune femme, on en a assez des discours stigmatisants. »

Au départ, une vague idée, diffusée par Internet sur les réseaux sociaux, mais qui a fait son chemin. La campagne, volontairement informelle, s'est rapidement propagée « dans la vraie vie », se réappropriant espace public et lieux de vie. Des échanges multiples, comme ici, dans la rue.

Ce « ramadan de la consommation », ironise Soraya, vise à dénoncer le discours qui désigne l'immigré comme délinquant ou profiteur d'allocations, niant son apport à la société. « Il faut cesser de nous percevoir comme un problème, nous faisons partie de ce pays », déclare-t-elle en rappelant que certaines enseignes vivent par la consommation des jeunes issus de l'immigration et de leur travail : « S'ils n'étaient pas là, elles n'auraient plus qu'à fermer ! »

En prenant l'économie comme levier, le mouvement veut dépasser les clivages générationnels, car « on consomme tous », et attire des catégories socioprofessionnelles « qu'on n'avait jamais vues avant », entrepreneurs ou commerçants.

De l'autre côté de la rue, Luc, un Camerounais d'origine, en France depuis dix-huit ans, arpente le trottoir encombré. Des femmes se fraient un passage en zigzaguant entre les piétons avec leurs caddies remplis. À deux pas, le marché résonne des cris vantant les artichauts de Bretagne, des instruments ménagers ou des djellabas en pur coton.

(suite →)

On est à Paris, à Barbès. « C'est sans les immigrés, madame, vous n'achetez pas ce jour-là. » Maniant les mots avec dextérité, Luc aime le dialogue. Un petit vieux voûté, bonnet de laine enfoncé jusqu'aux oreilles, lui raconte en soupirant : « Quand je suis arrivé, il y a cinquante-cinq ans, les immigrés étaient mieux reçus que ça. Ils ont mis le ministère de l'Immigration, ça n'a jamais existé, ça. » « Moi, j'ai pas les papiers ! », lance dans un rire explosif et édenté un homme, marqué par la vie plus que par l'âge. « Moi, les papiers, je les ai. Ça ne change rien, c'est un problème de fond », dit Luc.

Sur le ton docte du « où allons-nous mon bon monsieur ? », il dénonce « la France de l'indignité » et déclare en avoir « ras le bol du terrain que l'on nous prépare pour les prochaines années ! » Alors que la lourde structure métallique du métro aérien s'ébranle et gronde au passage d'une rame, il regrette : « On se regarde en chiens de faïence et on passe son temps à craindre les médisances du voisin, sous prétexte qu'il est plus français que nous. » Pour lui, le gouvernement « fabrique les communautarismes et crée les tensions » en décrétant avec des critères toujours plus durs qui est français et qui ne l'est pas.

À l'écart des effluves de menthe fraîche et de merguez grillées, des militants d'un autre type distribuent les tracts bleus et blancs de l'UMP. Eux aussi sont en campagne ! Samir n'y prête guère attention. Né en France de parents immigrés, Samir a un bac plus cinq en droit, des convictions et beaucoup de colère. Du haut de son mètre quatre-vingt-cinq, il arbore un air grave : « Moi, je m'en moque pas mal, ils pourraient même être du Front national. »

Le collectif se dit « apolitique » parce qu'il veut éviter toute récupération et dépasser les clivages, mais aussi parce qu'il s'adresse « à tous ceux qui n'ont pas droit à la parole, qui vivent et travaillent ici mais n'ont pas le droit de vote », précise le jeune homme. Il enrage contre la « communication propagandiste » du gouvernement sur la question de l'immigration. Samir voudrait que les gens fassent valoir leurs droits, économiquement et culturellement, « chacun à sa mesure », car « il faut réagir avant qu'il ne soit trop tard ».

En Italie, par exemple, où des affrontements meurtriers à répétition éclatent. Une étude a même établi que près de la moitié des jeunes Italiens étaient intolérants, voire xénophobes. Soutenue par de nombreuses associations en France, une « journée sans immigrés » avait lieu le même jour au pays de Berlusconi, en Grèce et en Allemagne.

Notes

[1] « Brice Hortefeux n'aime pas les Auvergnats ».

Le poids économique des immigrés

Outre-Manche, on évalue à 20 % du PIB le poids économique de la population immigrée (Migration and the UK Economy, Ernst & Young ITEM Club, 2007.), qui compte plus d'actifs que la population native. En Espagne, on recense 30 cotisants pour 1 retraité chez les immigrés, car nombreux sont ceux qui retournent au pays avant de bénéficier de la retraite, pour 3 contre 1 chez les nationaux. En France, nous ne disposons pas de telles données chiffrées sur la population immigrée, mais on peut néanmoins relever que l'État ne dépense quasiment rien pour leur formation et que les travailleurs immigrés sans papiers cotisent sans bénéficier des avantages sociaux et de la Sécurité sociale. Ils fournissent une main-d'œuvre corvéable à bas prix à des pans d'activité entiers, permettant aux employeurs de réduire leurs coûts sans délocaliser. Une situation avantageuse pour le gouvernement et les entreprises, qui instrumentalisent à loisir l'image négative attachée à l'immigration. Loin de la réalité des chiffres.

SaphirNews.com
03.03.2010
Par Leïla Belghiti

Un « succès », malgré la maigre mobilisation en France

Un bilan en demi-teinte. 7 000 manifestants en France, 3000 à Paris. Un « succès », pour les initiateurs de la Journée sans immigrés. À Lille comme à Strasbourg et d'autres grandes villes de l'Hexagone, la mobilisation était pourtant plutôt modeste.

Rappelant le vaste mouvement latino-américain de protestation contre la politique de l'immigration menée aux États-Unis, en 2006, qui avait lourdement pesé sur l'économie américaine, l'intérêt pour cette déclinaison française est évidemment d'importance.

Un avertissement lancé par les immigrés et enfants d'immigrés. Le message est clair, et nargueur à la fois : « Voyez ! Vous avez besoin de nous, cessez donc de nous stigmatiser, sinon... » Sinon, l'année prochaine et les années à venir, « on sera des milliers de fois plus nombreux à ne pas travailler le 1er mars ! », prévient Ilhem, une « enfant d'immigrés et fière de l'être », ainsi se présente-t-elle.

Sur Facebook, des retardataires découvrent l'événement et grossissent les rangs : depuis lundi, pas moins de 2 000 « fans » ont rejoint la page de la Journée sans immigrés, qui en compte plus de 73 000.

Une menace ?

« On en a marre ! », lance Saïd, faisant référence au climat délétère qui règne en France depuis plusieurs mois, du débat sur l'identité nationale à la burqa, en passant par la polémique des Quick Halal aux affiches FN pour les régionales visant explicitement les musulmans.

Pourtant, les immigrés représentent 8,6 % des actifs selon les statistiques 2007 de l'INSEE, soit près de 2 millions et demi de personnes. 40 % d'entre eux contribuent à la création d'emplois, selon l'OCDE. Difficile, voire impensable, de s'imaginer pouvoir se passer d'eux.

Le collectif « 24 h sans nous » se veut fair-play : « Nous avons eu des discussions avec plusieurs responsables politiques de l'UMP, du PS, des Verts et du FN, parmi lesquels Marine Le Pen ! », nous confie Nora Hamadi, membre du collectif et par ailleurs journaliste à Public Sénat.

Une mobilisation clairesemée

Ce nouveau mode d'action consistant à se « retirer » de la vie économique pour montrer l'apport de l'immigration a mobilisé lundi quelques milliers de personnes à Paris.

L'Hôtel de Ville de la capitale française a été la scène de manifestations musicales, de débats et d'échanges, rassemblant tous ceux qui se reconnaissaient de près ou de loin dans les objectifs de la journée : dire non à la stigmatisation de l'immigration.

(suite →)

À Lille comme à Lyon, la mobilisation était plus modeste, mais on se réjouit tout de même : «L'essentiel, c'est d'être présents.» «Ce n'est que la première édition, tout s'est passé très vite à Lille, nous ne pouvons qu'être fiers du résultat», résume Youssef Adjedj, responsable de la section lilloise du collectif « 24 h sans nous », accompagné d'une militante pour les sans-papiers.

Sympathisants, militants politiques, étudiants, cadres, employés, les uns scandaient leur revendications, les autres partageaient des histoires familiales.

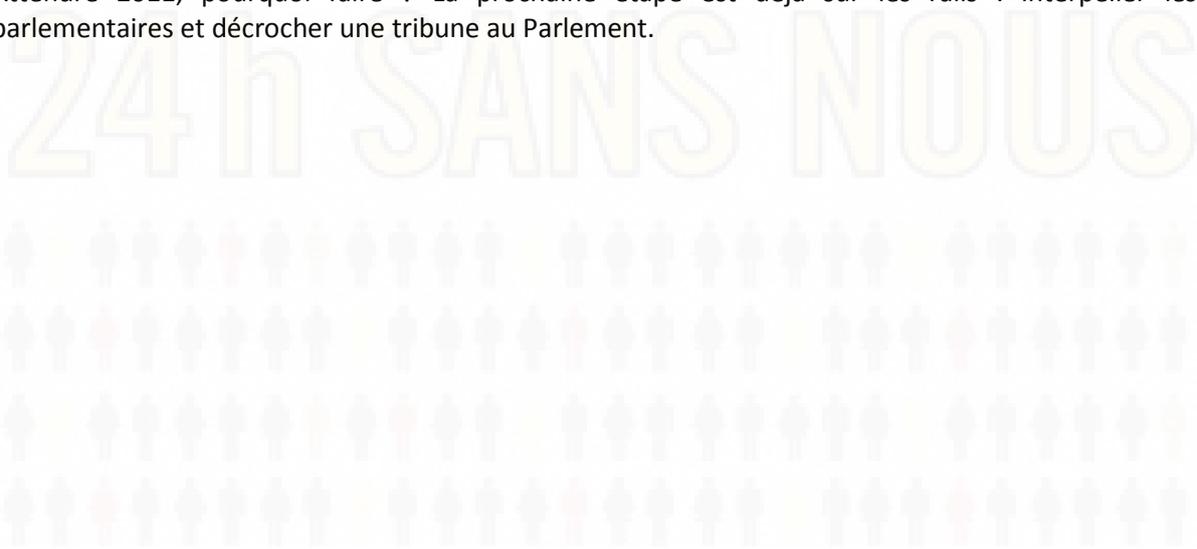
Le mouvement se poursuit

Le mouvement fait des vagues. En Italie comme en Grèce ou en Espagne, on s'y est aussi mis. Lundi, ils étaient d'ailleurs plus de 20 000 à défiler dans les rues de Naples, soit trois fois plus qu'en France.

Plus grognons, nos voisins italiens ? « Non, c'est simplement qu'ils étaient beaucoup mieux organisés en réseau », explique Nora Hamadi, « nous fonctionnons très différemment en France. En Italie, par exemple, ce sont de grandes associations qui se sont emparées de l'initiative ».

«Pour un collectif qui a six mois, rassembler 7 000 personnes dans toute la France et réussir à interpeller la sphère médiatique et politique, c'est un excellent début», se réjouit Nora Hamadi. «C'est un mouvement qui est lancé et qui n'est pas prêt de s'arrêter», déclare-t-elle très confiante.

Attendre 2011, pourquoi faire ? La prochaine étape est déjà sur les rails : interpeller les parlementaires et décrocher une tribune au Parlement.





24 h SANS NOUS



visuel de Eleonora Machline

PRESS BOOK 2010

réalisé par Serkan Eskikaya

www.lajourneesansimmigres.org